Éditions LIBERLOG
Éditeur n° 978-2-9531251

Discours de Franklin Delano ROOSEVELT

ISBN 9791092732153

Discours de Franklin Delano ROOSEVELT

Et un peu plus...

Politique

Discours originaux

Dans le domaine public

Traductions de Jean-Gabriel Mahéo

Table des matières

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE 1932

27 JUIN 1932, CHICAGO, ILLINOIS

En ces temps de détresse économique et sociale, le parti démocrate affirme sa conviction que les causes principales de cette situation furent les politiques désastreuses, poursuivies par nos gouvernements depuis la Guerre Mondiale, d'isolation économique, de soutien à la fusion de sociétés concurrentielles dans des monopoles et d'encouragement à l'indéfendable expansion et contraction du crédit au profit d'intérêts privés, au dépend du public.

Ceux qui furent responsables de ces politiques ont abandonné les idéaux pour lesquels fut gagnée la guerre et ont gâché les fruits de la victoire, rejetant ainsi la plus grande opportunité historique d'apporter la paix, la prospérité et le bonheur à notre peuple et au monde.

Ils ont ruiné notre commerce international, détruit les valeurs de nos denrées et de nos produits, paralysé notre système bancaire, volés à des millions de

nos citoyens leurs épargnes, et privés des milliers d'autres encore de travail, produit ainsi une immense pauvreté et poussé le gouvernement dans une situation de détresse financière sans précédente en temps de paix.

Le seul espoir d'améliorer les conditions présentes, de relancer l'emploi, d'offrir un secours durable à la population, et de remettre la nation dans le fier état de bonheur domestique et de prépondérance financière, industrielle, agricole et commerciale mondiale, se trouve dans un changement drastique des politiques économiques gouvernementales.

Nous croyons qu'une plate-forme partisane est un engagement avec le peuple afin d'avoir [sic], fidèlement respectée par le parti lorsqu'investit du pouvoir, et que le peuple a le droit de connaître en langage clair les termes du contrat auquel il lui est demandé de souscrire. Nous déclarons que le document ci-après constitue la plate-forme du parti démocrate :

Le parti démocrate promet solennellement de mettre en œuvre par des actions appropriées les principes, politiques et réformes ci-dessous préconisées, et d’éradiquer les politiques, méthodes et pratiques ci-dessous condamnées.

Nous recommandons une réduction drastique et immédiate des dépenses gouvernementales par la dissolution des services et commissions inutiles, le regroupement des ministères et des agences, et l’élimination des prodigalités afin d’obtenir l’économie de plus de vingt-cinq pour cent du coût de fonctionnement du gouvernement fédéral. Et nous appelons le parti démocrate dans les états à produire avec zèle l’effort nécessaire à l’obtention d’un résultat proportionné.

Nous sommes favorables au maintien du crédit national par le moyen d’un budget fédéral annuellement équilibré sur la base d’estimations exécutives précises des recettes fiscales, levées par un système de taxation appuyé sur le principe de la

capacité à payer.

Nous préconisons une monnaie solide, protégée contre tout danger, et une conférence monétaire internationale convoquée à l'initiative de notre gouvernement afin d'examiner la réhabilitation de l'argent et d'autres questions s'y rapportant.

Nous recommandons des tarifs douaniers compétitifs, dont les recettes seront versées au Trésor, accompagnés d'une commission d'enquête douanière indépendante des interférences de l'exécutif, des accords douaniers réciproques avec les autres nations, et une conférence économique internationale dont le but sera de rétablir le commerce international et de faciliter les échanges.

Nous recommandons l'extension du crédit fédéral aux états afin de fournir du secours aux chômeurs partout où les ressources en diminution des états les rendent incapables de porter secours aux nécessiteux ;

Nous recommandons l'extension du programme fédéral de constructions utiles et nécessaires réalisée [sic] dans l'intérêt du public, tels que des systèmes de contrôle des inondations et des voies navigables.

Nous recommandons la distribution de l'emploi par la réduction des heures travaillées et le soutien à la réduction de la durée de travail hebdomadaire, en commençant par appliquer ce principe aux services gouvernementaux ;

Nous recommandons la planification prévisionnelle des travaux publics.

Nous recommandons la mise en place d'assurances chômages et d'assurances retraites sous l'autorité des états.

Nous sommes pour le redressement de l'agriculture et de l'industrie fondamentale de la nation ;

Pour de meilleurs financements des hypothèques agricoles par des agences bancaires accréditées, à bas taux d'intérêt et suivant un plan d'amortissement, en

privilégiant le rachat des fermes et des maisons vendues après saisie ;

Pour l’extension et le développement du mouvement coopératif agricole et des contrôles efficaces contre les surplus de récoltes, de manière à ce que nos agriculteurs puissent tirer des bénéfices décents du marché domestique ;

Pour la mise en œuvre de toutes les mesures constitutionnelles à même de soutenir les agriculteurs de sorte qu’ils reçoivent pour les denrées de première nécessité des prix supérieurs aux coûts de production.

Nous recommandons une armée et une marine adaptée à la défense nationale, sur la base d’un examen de tous les faits concernant les structures existantes, afin que le peuple en temps de paix ne se trouve pas écrasé par une dépense qui approche rapidement le milliard de dollars annuellement.

Nous recommandons le renforcement et l’application impartiale des lois anti-trusts, afin de prévenir l’apparition de monopoles

et de pratiques commerciales abusives, et la révision de celles-ci en vue d'une meilleure protection du travail et des petits producteurs et distributeurs ;

La conservation, le développement et l'utilisation de la puissance hydraulique nationale dans l'intérêt public ;

Le retrait du gouvernement de tous les périmètres de l'entreprise privée, à l'exception de ceux où il est nécessaire pour le développement des travaux publics et des ressources naturelles dans l'intérêt général.

Nous recommandons la protection des petits investisseurs en requérant que toutes les offres d'actions et d'obligations domestiques et étrangères soient déclarées au gouvernement et présentent dans leurs publicités les véritables informations concernant les bonus, commissions, le principal investi et les intérêts du vendeur ;

La régulation par la puissance fédérale dans son intégralité :

a) des compagnies holding qui vendent des titres dans le commerce inter-état ;

b) des tarifs des sociétés en charge de services publics qui opèrent sur plusieurs

états ;

c) du commerce de titres et de denrées ;

Nous préconisons des méthodes plus rapides de réalisation d'actifs en vue d'aider les déposants de banques temporairement fermées, et une supervision plus stricte des banques nationales afin de protéger les déposants et de d'empêcher que leur argent soit utilisé pour spéculer, au détriment du crédit local ;

La séparation d'avec les banques commerciales de leurs sociétés de courtage, et le divorce de celles-ci d'avec les banques d'investissements, et des restrictions supplémentaires envers les banques de réserve fédérale contre l'usage des mécanismes de la réserve fédérale dans des buts spéculatifs.

Nous recommandons l'entière justice et générosité envers tous nos anciens combattants qui ont souffert de handicaps ou de maladies résultants du service effectué en temps de guerre, ainsi que pour ceux qui leur sont à charge.

Nous préconisons une politique étrangère ferme, incluant le désir de paix envers le monde entier et le règlement des désaccords internationaux par l'arbitrage ;

La non-interférence dans les affaires des autres nations ;

Le respect sacré des traités et le maintien de la bonne foi et de la bonne volonté dans les obligations financières ;

L'adhésion à la Cour internationale avec les réserves nécessaires ;

Le Pacte de Paris abolissant l'usage de la guerre comme outil de politique nationale, qui sera mis en place grâce à des dispositions organisant consultations et conférences en cas de menaces de violation de traité ;

Des accords internationaux pour la réduction des armements et pour la coopération avec les nations de l'hémisphère occidental en vue de maintenir l'esprit de la doctrine Monroe ;

Nous nous opposons à l'annulation des dettes dues aux Etats-Unis par les nations étrangères ;

Nous recommandons l'indépendance pour

les Philippines, et le statut final d'état pour Porto-Rico ;

L'emploi de citoyens américains pour les opérations du Canal de Panama ;

Nous préconisons la simplification des procédures légales et la réorganisation du système judiciaire afin d'obtenir des jugements rapides, sûrs et à moindre coût.

Nous recommandons la publication permanente des contributions et des dépenses politiques ; le renforcement de la loi sur les pratiques de corruption, et de sévères pénalités contre le détournement des fonds de campagne électorale.

Nous réclamons l'abrogation du dix-huitième amendement. Pour sa réalisation, nous demandons que le Congrès propose immédiatement un amendement constitutionnel afin de représenter véritablement [sic] les conventions dans les états appelés à agir exclusivement sur cette proposition ;

Nous appelons instamment à la mise en

œuvre de telles mesures par tous les états en ce qu'elles promeuvent la tempérance, empêchent efficacement la réouverture des tripots, et mettent en lumière le trafic d'alcool et le soumettent à la supervision et au contrôle complet des états.

Nous exigeons que le gouvernement fédéral exerce réellement son pouvoir pour permettre aux états d'être capables de se protéger contre les importations d'alcools toxiques en violation de leurs lois.

Dans l'attente de cette abrogation, nous souhaitons la modification immédiate de la loi Volstead, afin de légaliser la fabrication et la vente de bière et autres boissons alcoolisées autorisée par la Constitution et de permettre d'en retirer un revenu décent et très nécessaire.

Nous condamnons l'usage excessif et inapproprié de l'argent dans les activités politiques.

Nous condamnons les lobbies rémunérés par des intérêts particuliers afin

d’influencer des membres du congrès et autres serviteurs publics par contacts personnels.

Nous condamnons les actes et déclarations d’officiels publics de haut rang visant à influer sur les cours de bourse.

Nous condamnons la résistance active ou passive d’officiers administratifs contre tous les efforts fait par les commissions du Congrès de réduire les dépenses inconsidérées du gouvernement et de révoquer les généreuses subventions aux intérêts favorisés.

Nous condamnons l’extravagance du bureau de l’agriculture, son action désastreuse qui a fait du gouvernement un spéculateur en produits agricoles, et la mauvaise politique consistant à adapter la production agricole à la demande des marchés domestiques.

Nous condamnons l’abus de pouvoir du département d’état, qui s’est chargé de

transmettre des titres étrangers offerts par des banquiers internationaux, en conséquence de quoi des milliards de dollars en obligations douteuses ont été vendues au grand public en faisant croire à une garantie du gouvernement fédéral.

Et en conclusion, pour accomplir ces projets et pour reconquérir la liberté économique, nous appellons à fournir leurs aux meilleurs efforts les délégués de ce grand parti, dont le fondateur énonça la doctrine qui nous guide aujourd'hui à l'heure de la nécessité pour notre pays :

Droits égaux pour tous ; privilèges spéciaux pour aucun.

CONVENTION NATIONALE DÉMOCRATE, CHICAGO, 27 JUIN 1932

Discours de la Nouvelle Donne (New Deal Speech)

Devant la Convention Nationale Démocrate, 1932

Franklin Delano Roosevelt

Traduit à partir du texte en anglais tiré de l'ouvrage Nothing To Fear, The Selected Addresses of Franklin D. Roosevelt 1932 1945, Popular Library, New-York, 1946, avec une preface de Harry Hopkins, introductions de Allen Nevins.

« Je vous promets, je m'y engage, à une nouvelle donne pour le peuple américain. »

Malgré les recherches acharnées de nos optimistes professionnels, il ne se trouvait nul point lumineux dans notre économie nationale durant les noires années qui débutèrent avec la panique de Wall-Street

d'Octobre 1929. L'administration Hoover expliqua que le déséquilibre mineur du système économique était un phénomène naturel, que la structures des affaires était fondamentalement saine, et que tout retournerait bientôt à la normale.

Les attentes d'un redémarrage, cependant, ne furent pas satisfaites. La garantie que « la reprise était au coin de la rue » perdit graduellement de son charme. Treize millions de salariés étaient sans emploi, alors que le contenu des enveloppes de paye de ceux qui travaillent encore reflétait la « déflation salutaire » que les chefs de l'Administration considéraient nécessaire au retour de la prospérité.

La déflation n'apporta pas le redémarrage tant espéré, et la nation plongea encore plus profondément dans la dépression. Les prix agricoles avaient plongé à leur plus bas niveaux depuis 60 ans, les transports ferroviaires étaient dans une situation financière désespérée, les saisies de fermes et de maisons étaient générales. La peur s'empara du peuple, les fondations de la structure économique semblant se désintégrer.

C’est dans cette atmosphère saturée de peur qu’arriva la personnalité rassurante et magnétique de Franklin Delano Roosevelt, gouverneur de New-York. Aux délégués de la Convention Nationale Démocrate de 1932 qui l’acclamait, il souligna que l’urgence grave exigeait des plans qui « construisent à partir de la base et non du sommet, qui mettent leur confiance une fois de plus dans l’homme oublié, tout en bas de la pyramide économique. »

M. Roosevelt ébranla une vieille tradition selon laquelle un candidat présidentiel dût attendre, en affichant une ostensible ignorance du choix du parti, la notification officielle de sa désignation. Il prit l’avion d’Albany jusqu’à Chicago pour donner son discours d’acceptation, alors que la Convention était encore en session, et assura à son audience que la rupture des traditions ne faisait que commencer. Travail et sécurité furent promis, et une « nouvelle donne » pour le peuple américain devint synonyme de son Administration.

ALLEN NEVINS CHICAGO, ILLINOIS, LE 2 JUILLET 1932

J’ai de l’estime pour votre volonté, après ces six jours ardus, de demeurer ici, sachant bien les heures sans sommeil que vous et moi venons de traverser. Je regrette d’être en retard, mais je n’ai aucun contrôle envers les vents des cieux et ne peut qu’être reconnaissant envers mon entraînement de marin.

L’apparition devant la Convention Nationale de son candidat à la présidence, afin d’y recevoir formellement notification de sa sélection, est sans précédent et inhabituel, mais sans précédents et inhabituels sont les temps. J’ai débuté les tâches qui nous attendent en brisant les traditions absurdes selon lesquelles un candidat devrait rester dans une ignorance affichée de l’événement pendant des semaines, jusqu’à ce qu’il en soit formellement notifié plusieurs semaines après.

Mes amis, que ceci soit le symbole de

mon intention d’être honnête et d’éviter toute hypocrisie ou imposture, d’éviter de détourner stupidement le regard de la vérité dans cette campagne. Vous m’avez nommé et je le sais, et je suis ici pour vous remercier de cet honneur.

Qu’il soit aussi symbolique qu’en agissant ainsi, je romps les traditions. Qu’à partir de maintenant, rompre les traditions ridicules soit la tâche de notre parti. Nous les romprons et laisserons à la direction républicaine, bien plus qualifiée dans cet art, le soin de rompre les promesses.

Résolvons-nous fermement, ici et maintenant, à faire reprendre au pays sa marche interrompue sur la voie du véritable progrès, de la véritable justice, de la véritable égalité pour tous les citoyens, modestes ou puissants. Notre invincible chef dans cette marche interrompue n’est plus avec nous, mais son esprit survit encore aujourd’hui. Plusieurs de ses capitaines, Dieu merci, sont encore avec nous pour nous donner de sages conseils. Soyons conscient que dans toutes nos actions vit encore, si ce n’est le corps, la

grande et invincible, inextinguible, progressiste âme de notre Commandant-en-chef, Woodrow Wilson.

Il y a de nombreux sujets sur lesquels je veux clarifier ma position le plus tôt possible dans cette campagne. Ce document admirable, la plate-forme que vous avez adoptée, est clair. Je l'accepte à cent pour cent.

Et vous pouvez accepter ma promesse que je ne laisserai aucun doute ou ambiguïté concernant mes positions sur une quelconque question à n'importe quel moment de cette campagne.

Alors que nous entrons dans cette nouvelle bataille, gardons toujours présent avec nous certains des idéaux du parti : le fait que la parti démocrate, par tradition et par la logique continue de l'histoire passée et présente, est le porteur du libéralisme, du progrès, et dans le même temps de la sûreté pour nos institutions. Et si cet appel n'est pas entendu, souvenez-vous bien, mes amis, que le ressentiment envers l'échec de la direction républicaine – et

notez bien que dans cette campagne je n'utiliserai pas les mots « parti républicains » mais, tout le temps, les mots « direction républicaine » – l'échec de la direction républicaine à résoudre nos troubles peut dégénérer en un radicalisme irrationnel.

Le grand phénomène social de cette dépression, contrairement aux précédentes, est qu'elle n'a provoqué que très peu de ces manifestations anarchiques qui trop souvent accompagnent de telles époques.

Le radicalisme sauvage n'a fait que peu de convertis, et le plus grand hommage que je puisse rendre à mes concitoyens est qu'en ces jours d'écrasante misère persiste un esprit d'ordre et d'espoir chez les millions de notre peuple qui ont tant souffert. Échouer à leur offrir une nouvelle chance n'est pas seulement une trahison de leurs espoirs, mais plus encore une mécompréhension de leur patience.

Opposer la réaction au danger de radicalisme n'est qu'inviter au désastre. La

réaction n’est pas une barrière au radicalisme. Elle est un défi, une provocation. La manière de contrer ce danger est de présenter un programme réalisable de reconstruction, et le parti capable de l’offrir est celui qui a les mains propres.

Ceci, et ceci seulement, constitue une protection correcte contre la réaction aveugle d’un côté, et un opportunisme irresponsable et improvisé tirant au hasard de l’autre.

Il y a deux manières d’envisager les devoirs du gouvernement dans les affaires touchants à la vie économique et sociale. La première prend bien soin qu’une minorité favorisée soit aidée, espérant qu’une partie de leur prospérité se répande, percole, vers le travail, vers le fermier, vers le petit entrepreneur. Cette théorie appartient au parti du Toryisme, et j’aurais espéré que la plupart des Tories ait quitté le pays en 1776.

Mais elle n’est pas et ne sera jamais la théorie du parti démocrate. Le temps n’est

pas à la peur, à la réaction et à la timidité. Ici et maintenant j'invite les républicains de nom qui trouvent que leur conscience ne peut s'accommoder des tâtonnements et des échecs de leurs chefs de parti à prendre la main que nous leur tendons ; ici et maintenant, de la même manière, j'avertis ces démocrates de nom qui clignent des yeux face au futur en gardant leurs visages tournés vers le passé, et qui ne ressentent aucune responsabilité envers les exigences des nouveaux temps, qu'ils sont en décalage avec leur parti.

Oui, le peuple de ce pays veut un vrai choix cette année, et non un choix entre deux noms pour la même doctrine réactionnaire. La nôtre doit être le parti de la pensée libérale, de l'action planifiée, des conceptions internationales éclairées, et du plus grand bien pour le plus grand nombre de nos citoyens.

Pour autant, il est inévitable – et ce choix est celui de l'époque – il est inévitable que la principale question de cette campagne tourne clairement autour de notre condition économique, une dépression si profonde

qu’elle est sans précédent dans l’histoire moderne. Il ne suffira pas de déclarer, comme le font les chefs républicains pour expliquer leurs promesses rompues et leur inaction continue, que la dépression est mondiale. Ce n’était pas leur explication pour l’apparente prospérité de 1928. Le peuple n’oubliera pas la revendication qu’ils firent alors, selon laquelle cette prospérité était exclusivement un produit domestique fabriqué par un président et un congrès républicain. S’ils réclament la paternité de l’un, ils ne peuvent la renier pour l’autre.

Je ne peux traiter de tous les problèmes aujourd’hui. Je veux cependant en effleurer certains, vitaux. Regardons un petit peu l’histoire récente et quelques notions économiques simples, de celles que vous, moi et monsieur et madame tout-le-monde parlent.

Dans les années précédant 1929, nous savons que notre pays accomplit un vaste cycle de construction et d’inflation ; durant dix années nous nous développâmes en nous appuyant sur la théorie de la réparation des dégâts de la guerre, mais nous nous développâmes en vérité bien

au-delà de cela, et aussi au-delà de notre croissance naturelle et normale. Il est utile de se rappeler ici, et les chiffres froids de la finance le prouvent, que durant cette période il n’y eu que peu ou pas de baisse dans les prix que le consommateur avait à payer, bien que ces mêmes chiffres montrent que les coûts de production avait énormément chuté ; les profits des entreprises résultants de cette période furent énormes ; dans le même temps, peu de ces profits furent affectés à la réduction des prix. Le consommateur fut oublié. Très peu furent affectés aux augmentations de salaires. Le travailleur fut oublié. Et en aucune manière ne fut versée une adéquate proportion de ceux-ci sous forme de dividendes – l’actionnaire fut oublié.

Et, incidemment, le généreux gouvernement de ces années n'en récolta qu'une minuscule proportion .

Quel fut le résultat ? Les énormes surplus bénéficiaires s’empilèrent – les plus fantastiques de l’histoire. Et où, ensorcelés par une spéculation délirante, allèrent ces surplus ? Parlons un peu d’économie à

partir de ce que montrent les chiffres et de ce que nous pouvons comprendre. Hé bien, ils allèrent principalement dans deux directions : la première, dans des usines nouvelles et inutiles que l'on voit aujourd'hui désolées et à l'arrêt ; et la seconde, dans le marché d'argent au jour le jour de Wall-Street, soit directement par les entreprises, soit indirectement par le biais des banques. Ce sont les faits. Pourquoi ne pas les reconnaître ?

Puis vint le crash. Vous connaissez l'histoire. Les surplus investis dans les usines inutiles s'y figèrent. Les gens perdirent leurs emplois ; Le pouvoir d'achat s'asséchа ; les banques s'effrayèrent et commencèrent à rappeler leurs prêts. Ceux qui avaient de l'argent avaient peur de s'en séparer. Le crédit se contracta. L'industrie stoppa. Le commerce déclina, et le chômage monta.

Traduisez cela en termes humains. Regardez comment les événements de ces trois dernières années sont allés frapper des groupes spécifiques de gens ; premièrement, le groupe dépendant de l'industrie ; secondement, le groupe

dépendant de l'agriculture ; troisièmement, composé en grandes partie de membres des deux premiers groupes, les gens que l'on appelle les « petits investisseurs et déposants ». En fait, le lien le plus solide entre les deux premiers groupes, l'agriculture et l'industrie, est que leurs épargnes et d'une certaine manière leurs actifs sont liés dans ce troisième groupe – qui constitue la structure du crédit de la nation.

Jamais dans l'histoire n'ont été tant unis dans un seul problème économique les intérêts de tout le peuple. Représentez-vous, par exemple, les grands groupes de propriétés possédés par des millions de nos concitoyens, et représentés par les crédits émis sous formes d'obligations et d'hypothèques –obligations gouvernementales de tous genres, fédérales, d'état, de comtés, municipales ; obligations de compagnies industrielles, obligations d'infrastructures publiques ; hypothèques sur les biens immobiliers agricoles et urbains, et enfin les immenses investissements de la nation dans les chemins de fer. Comment mesurer la sûreté de chacun de ces groupes ? Nous

savons bien que par l’interdépendance de notre structure de crédit compliquée, si l’un quelconque de ces groupes s’effondre, tous risquent de s’effondrer. Le péril de l’un est un péril pour tous.

Comment, je vous le demande, la présente administration à Washington a-t-elle traité l’interdépendance de ces groupes ? La réponse est claire : elle a refusé de reconnaître l’existence même de celle-ci. Pourquoi, demande la nation, Washington n’a-t-elle pu réussir à comprendre que tous ces groupes, chacun d’eux, le sommet de la pyramide comme sa base, doivent être examiné ensemble, que chacun d’eux est dépendant de tous les autres, chacun d’eux ayant une influence sur la totalité de la structure financière ?

L’art de gouverner et l’idéal, mes amis, exigent que tous soient secourus, ensemble et en même temps.

Juste un mot ou deux sur les impôts, que nous versons pour couvrir les coûts des gouvernements de tous genres.

Je m’y connais un peu en impôts. Pendant trois longues années j’ai sillonné ce pays, prêchant que les gouvernements – fédéraux, d’état ou locaux – coûtaient trop. Je ne cesserai pas ce prêche. En guise de programme d’action immédiat, nous devons abolir les fonctions inutiles. Nous devons éliminer les fonctions gouvernementales qui ne sont pas nécessaires – les fonctions qui, en réalité, ne sont pas absolument essentielles à la continuité du Gouvernement. Nous devons fusionner, réunir les subdivisions du Gouvernement, et, comme n’importe quel citoyen, renoncer aux luxes que nous ne pouvons plus nous payer.

Par notre exemple même à Washington, nous aurons l’opportunité de montrer la voie de l’économie aux gouvernements locaux, car il faut bien se rappeler que sur chaque dollar d’impôt de n’importe lequel des états de la nation, quarante pour cent sont versés au Trésor à Washington D. C., dix ou douze pour cent seulement aux capitales d’état, et quarante-huit pour cent sont consumés par les coûts des gouvernements locaux des comtés, villes et villages.

À vous et par vous, mes amis, je propose que les gouvernements de tous genres, grands comme petits, soient rétablis solvables et que l'exemple soit donné par le Président des Etats-Unis et son Cabinet.

Puisque l'on parle de donner l'exemple, je tiens à féliciter cette convention pour avoir eu le courage d'écrire bravement dans sa déclaration de principes ce que l'immense majorité de ceux assemblés ici pense vraiment du Dix-huitième Amendement [NdT : la Prohibition]. Cette Convention veut son abrogation. Votre candidat veut son abrogation. Et je suis convaincu que les États-Unis d'Amérique veulent son abrogation.

La plateforme sur laquelle j'ai mené pour la seconde fois campagne pour le poste de gouverneur, il y a deux ans, contenait en substance la même disposition. Le sentiment dominant de la population de mon état, qu'a montré le vote de cette année, est partagé, je le sais, par celles de nombreux autres états. Je vous le dis, à partir de ce jour, le Dix-huitième Amendement est condamné. Et lorsque

cela arrivera, nous, démocrates, auront le devoir, à raison comme moralement, de rendre les états capables de se protéger contre l'importation de liqueurs alcoolisées lorsque de telles importations violent leurs lois d'états. Nous devons à raison et moralement empêcher le retour du tripot.

Pour revenir au sujet aride de la finance, puisqu'elle lie tout ensemble – le Dix-huitième Amendement avait aussi quelque chose à voir avec la finance – en vue d'une planification complète de la reconstruction des grands groupes de crédit, y compris le crédit du Gouvernement, je remarque la place importante accordée à cette précieuse déclaration dans la plateforme ci-adoptée, appelant à ce que la lumière soit faite sur les problèmes des titres financiers, étrangers comme domestiques, qui sont offert à la vente aux investisseurs.

Mes amis, vous et moi, citoyens de bon sens, savons qu'il serait salutaire de protéger les épargnes du pays contre la malhonnêteté d'escrocs et contre l'absence d'honneur de certaines personnes

haut-placées de la finance. La publicité est l’ennemie de la malhonnêteté.

Et maintenant, un mot sur le chômage, et incidemment sur l’agriculture. J’ai privilégié l’utilisation de certains types de travaux publics comme moyens d’urgence supplémentaire destiné à stimuler l’emploi, et l’émission d’obligations afin de les financer, mais j’ai souligné qu’aucun résultat économique ne peut être obtenu si nous nous contentons de construire pour construire, de construire sans un but nécessaire. De tels travaux, bien sûr, devraient autant que possible être rentables, si l’on compte les financer par des émissions d’obligations. Et pour diffuser tous ces projets le plus largement possible, nous devons agir clairement afin de réduire la durée de la journée et de la semaine de travail.

Utilisons un peu de sens commun et de sens des affaires. Juste un exemple : nous savons qu’un moyen immédiat et très prometteur de secours pour les sans-emplois et l’agriculture proviendra d’un vaste plan de conversion des millions d’acres de terres pauvres et inutilisées en

terrains forestiers exploitables, par reforestation. Rien qu'à l'est du fleuve Mississippi, il se trouve des dizaines de millions d'acres de fermes abandonnées, de terrains déboisés, qui se couvrent maintenant de broussailles sans valeurs. Savez-vous que chaque nation européenne a une politique d'aménagement territorial précise, et ce depuis plusieurs générations ? Nous n'en avons aucune. Par conséquent, nous risquons dans un futur proche l'érosion des sols et une pénurie de bois. Il est évident que la prévoyance économique et la création immédiate d'emplois marchent main dans la main lorsqu'il s'agit de répondre au besoin de reforestation de ces grands espaces.

En mettant cela en œuvre, nous pouvons donner du travail à un million d'hommes. Voilà le genre de travaux publics rentables, et par conséquent finançables par l'émission d'obligations, sécurisées par le fait que la croissance de ces immenses cultures fourniront une assurance adéquate aux investissements.

Oui, j'ai un programme très clair pour

créer de l'emploi par ce moyen. Je l'ai mis en œuvre, et continue aujourd'hui, dans l'état de New-York. Je sais que le parti démocrate peut le mettre en œuvre avec succès dans la nation. Cela mettra les gens au travail, et c'est un exemple de ce que nous allons devoir entreprendre.

Ensuite, en vue d'apporter une aide supplémentaire à l'agriculture, nous savons parfaitement bien – mais l'avons-nous manifesté et déclaré suffisamment clairement et explicitement ? – que nous devons immédiatement abroger les dispositions légales qui obligent le gouvernement à intervenir sur le marché afin d'acheter, de vendre et de spéculer sur les produits agricoles, tentant ainsi vainement d'en réduire les surplus. Et celles-ci sont le fait de gens qui parlent de tenir le gouvernement éloigné du monde des affaires ! La meilleure manière d'aider l'agriculteur est de trouver un arrangement qui, en plus de le soulager de charges ruineuses, agira en vue de réduire les surplus de denrées principales qui encombrent le marché. Notre cible doit être d'ajouter aux prix internationaux des principaux produits un tarif protecteur d'une valeur raisonnable, afin de donner à

l'agriculture la même protection que celle dont bénéficie aujourd'hui l'industrie.

Et en échange de cette augmentation immédiate de leur revenu, je suis convaincu que les agriculteurs de cette nation seront finalement d'accord avec une telle planification de leurs productions, qui permettra de réduire les surplus et de rendre obsolète pour les années à venir la dépendance envers les dumpings de ces surplus à l'étranger afin de soutenir les prix domestiques. Ce résultat a été obtenu dans d'autres nations ; pourquoi pas aussi en Amérique ?

Les dirigeants et économistes agricoles, dans l'ensemble, reconnaissent qu'un plan basé sur ce principe est un premier pas souhaitable vers la reconstruction de l'agriculture. Il n'offre pas en lui-même un programme complet, mais il servira dans une grande mesure et à long terme à supprimer le risque d'un surplus sans être soumis constamment à la menace permanente d'un dumping mondial. Au final, la réduction volontaire des surplus fait partie de notre objectif, mais une

longue persistance [de mauvaises pratiques – NdT.] et le fardeau présent des surplus existants rendent nécessaire la réparation des importants dégâts actuels par la mise en œuvre de mesures d'urgences immédiates.

Un plan tel que celui-ci, mes amis, ne coûte pas un centimes au gouvernement, ni ne l'oblige à continuer d'intervenir dans les affaires ou la spéculation.

Quant à la formulation effective d'une loi, je crois que le parti démocrate se tient prêt à être guidé par n'importe lequel des groupements agricoles que ces groupements mêmes auront désigné. Voilà un principe sain ; et j'appelle ici de nouveau à l'action.

Un dernier mot sur l'agriculteur : je suis certain que chaque délégué de cette salle habitant en ville sait pourquoi je mets tant l'accent sur celui-ci. C'est parce que la moitié de notre population, plus de cinquante millions d'individus, dépendent de l'agriculture ; et, mes amis, si ces cinquante millions d'individus n'ont pas

d’argent, pas de liquidités, pour acheter ce qui est produit dans les villes, celles-ci souffrent tout autant, si ce n’est plus, que la campagne.

C’est pourquoi nous allons cette année faire comprendre aux électeurs que cette nation n’est pas seulement une nation d’indépendance, mais qu’elle est, si nous voulons survivre, destinée à être une nation d’interdépendance – villages et villes, Nord et Sud, Est et Ouest. C’est notre but, et ce but sera compris par les gens de ce pays, où qu’ils vivent.

Oui, le pouvoir d’achat de la moitié de notre population, dépendante de l’agriculture, a disparu. Les hypothèques agricoles atteignent près de dix milliards de dollars aujourd’hui et la charge des intérêts sur ceux-ci seuls sont de cinq cents soixante millions par an. Mais ce n’est pas tout. Le fardeau des impôts causé par des gouvernements locaux inefficaces et dispendieux est un facteur additionnel. Cependant, notre préoccupation la plus immédiate doit être la réduction du poids des intérêts de ces hypothèques.

Le réescompte des hypothèques agricoles dans le cadre de salutaires restrictions doit être étendu et devra, dans le futur, être conditionné à la réduction des taux d'intérêts. Les amortissements, les échéances devront de même dans cette crise être étalés avant que le réescompte ne soit autorisé, lorsque le débiteur hypothécaire est en grandes difficultés. Cela, mes amis, est un autre exemple d'un secours immédiat et réalisable : de l'action.

Je vise à faire la même chose, et cela est faisable, pour le petit propriétaire de nos villes et villages. Nous pouvons alléger son fardeau et développer son pouvoir d'achat. Éloignez, mes amis, le spectre de taux d'intérêts trop élevés. Éloignez le spectre de la date d'échéance pour quelque temps. Sauvez les foyers ; sauvez les foyers pour des milliers de familles respectables, et chassez le spectre de l'insécurité d'entre nous.

De toutes les tonnes d'imprimés, de toutes les heures de déclamation, de récriminations, de défenses, de tous les plans bien inspirés de Washington et de

tous les états, il émerge ce grand et simple fait, d'une pureté cristalline, que durant les dix dernières années une nation de cent-vingt millions d'individus a été menée par les dirigeants républicains à ériger sur ses frontières un inexpugnable enchevêtrement de fils barbelés par le moyen de l'instrumentalisation des politiques tarifaires, ce qui nous a isolé de tous les autres êtres humains du reste du monde. J'approuve l'admirable déclaration sur les tarifs de la plateforme de cette convention. Elle protégera l'entreprise et le travail américain. Par nos actions passées, nous avons invité et reçu les représailles des autres nations. Je leur propose une invitation à oublier le passé, à s'asseoir avec nous à la table, amicalement, et à préparer avec nous le rétablissement du commerce mondial.

Allez chez l'entrepreneur. Il sait ce que les tarifs lui ont rapportés. Allez chez l'ouvrier. Il sait pourquoi les biens restent en stocks. Allez chez l'agriculteur. Il sait comment les tarifs ont participé à sa ruine.

Nos yeux sont enfin ouverts. Enfin, le

peuple américain est prêt à reconnaître que la direction républicaine avait tort et que la démocratie a raison.

Mon programme, duquel je ne peux vous entretenir que de ces quelques points, est fondé sur ce simple principe moral : le bien-être et la sûreté d'une nation dépendent en premier de ce que la grande masse du peuple souhaite et nécessite ; et en second, de ce qu'elle l'obtient ou non.

Que veux plus que tout le peuple américain ? je pense qu'il veux deux choses : du travail, avec toutes les valeurs morales et spirituelles qui l'accompagne ; et avec celui-ci, un niveau raisonnable de sécurité – de sécurité pour eux-mêmes, pour leurs femmes et enfants. Travail et sécurité sont bien plus que des mots, que des faits. Ce sont les valeurs spirituelles, le véritable but vers lequel nos efforts de reconstruction doivent nous diriger. Ce sont les valeurs que ce programme a l'intention de conquérir ; ce sont les valeurs que les dirigeants actuels n'ont pas pu accomplir.

Nos dirigeants républicains nous disent

que ce sont les lois économiques – sacrées, inviolables, inchangeables – qui causent les paniques que nul n’aurait pu prévoir. Mais pendant qu’ils jacassent sur ces lois économiques, hommes et femmes souffrent de la faim. Nous devons affirmer fermement que les lois économiques ne sont pas faites par la nature. Elles par les hommes.

Oui, lorsque – et non si – lorsque nous en auront l’opportunité, le gouvernement fédéral fera preuve d’audace dans son mandat pour soulager la détresse. Pendant des années, Washington a balancé entre mettre sa tête dans le sable et déclarer qu’il n’y avait pas parmi nous tant d’indigents nécessitant nourriture et vêtement que ça, pour ensuite dire que c’était aux états de s’en occuper, s’il y en avait tant. Au lieu de mettre en oeuvre il y a deux et demi ce qu’ils essayent de faire aujourd’hui, ils n’ont eu de cesse que de le repousser au jour suivant, à la semaine suivante, au mois suivant, jusqu’à ce que la conscience de l’Amérique exige de l’action.

Je dis que si la responsabilité première du secours reste du ressort des structures locales, depuis toujours, le gouvernement fédéral a cependant toujours eu et a encore la responsabilité permanente du bien-être public au sens large. Il remplira bientôt ce devoir.

Et maintenant, encore quelques mots sur nos plans pour les quatre prochains mois. En venant ici plutôt qu'en attendant une notification formelle, j'ai clairement signifié que je crois que nous devrions éliminer les cérémonies dispendieuses et que nous devrions mettre en marche immédiatement, ce soir, mes amis, le mécanisme nécessaire à une présentation adéquates des problématiques à l'électorat de la nation.

J'ai pour ma part d'importantes responsabilités en tant que gouverneur d'un grand état, responsabilités qui en ces temps sont plus ardues et plus graves que dans les périodes précédentes. J'ai malgré tout bon espoir que je serai capable de faire un certain nombre de courtes visites dans différents endroits de la nation. Mes voyages auront comme principal objectif

l’étude sur le terrain, de la bouche des hommes et femmes de tous lieux et de tous métiers, des conditions réelles et des besoins de chaque partie interdépendante de notre pays.

Un dernier mot : de chaque crise, chaque tribulation, chaque désastre, l’humanité émerge avec une part plus grande de connaissance, une plus haute dignité, une résolution plus pure. Aujourd’hui nous avons traversé une période de relâchement intellectuel, de morale décadente, une ère d’égoïsme, chez les hommes et femmes et entre les nations. N’accusez pas le seul gouvernement de cela. Accusons-nous à part égale. Soyons franc et reconnaissons cette vérité que nombreux sont parmi nous ceux qui ont fait serment d’allégeance à Mammon, que les profits de la spéculation, d’une vie facile sans labeur, nous ont détournés des anciennes barricades. Afin de revenir à des standards plus élevés, nous devons abandonner les faux prophètes et rechercher de nouveaux chefs choisis par nous.

Jamais auparavant dans l’histoire

américaine n’ont été, comme aujourd’hui, présentées avec un tel contraste les différences essentielles entre les deux principaux partis américains. Les dirigeants républicains n’ont pas seulement échoués dans les affaires matérielles, ils ont échoués dans l’idéal national, car dans le désastre ils n’ont offert aucun espoir, n’ont montré aucun chemin permettant au peuple de s’en sortir et de retrouver un peu de sécurité et de sûreté dans notre vie américaine.

À travers la nation, hommes et femmes, oubliés par la philosophie politique du gouvernement des dernières années, lèvent les yeux vers nous tous ici pour être guidé et pour une opportunité plus équitable de participer à la distribution de la richesse nationale.

Dans les fermes, dans les grandes régions métropolitaines, dans les petites villes et les villages, des millions de citoyens chérissent l’espoir que leur ancien niveau de vie et de spiritualité n’a pas disparu pour toujours. Ces millions de peuvent ni ne doivent espérer en vain.

Je vous promets, je m'y engage, à une nouvelle donne pour le peuple américain. Nous tous ici assemblés, établissons-nous nous-mêmes prophètes d'un nouvel ordre de compétence et de courage. Ceci est plus qu'une campagne politique : c'est un appel aux armes. Donnez-moi votre aide, non pour seulement gagner des votes ; mais pour vaincre dans cette croisade pour rendre l'Amérique à son peuple.

Franklin Delano Roosevelt,

Chicago, Illinois, le 2 Juillet 1932

DISCOURS D'INVESTITURE, 4 MARS 1933

Franklin Delano Roosevelt

Président Hoover, monsieur le président de la Cour Suprême, mes amis :

Voici un jour de consécration nationale. Et je suis certain qu'en ce jour mes concitoyens américains attendent qu'à l'occasion de mon accession à la présidence, je m'adresse à eux avec la sincérité et la résolution qu'impose la situation présente de notre peuple.

C'est par dessus tout le moment de dire la vérité, toute la vérité, franchement et courageusement. Nous ne pouvons faire l'économie de l'honnêteté face à la situation de notre pays aujourd'hui. Cette grande nation résistera, comme elle a résisté, se relèvera et prospérera.

Donc, premièrement, permettez-moi d'affirmer ma ferme conviction que la seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même — l'indéfinissable, la déraisonnable, l'injustifiable terreur qui

paralyse les efforts nécessaires pour convertir la déroute en marche en avant. Lors de chacune des noires heures de notre vie nationale, un franc et vigoureux commandement a rencontré cette compréhension et ce soutien du peuple même qui sont essentiels à la victoire. Et je suis convaincu que de nouveau vous lui donnerez votre soutien en ces jours critiques.

C'est dans cet état d'esprit, de ma part et de la votre, que nous devons faire face à nos difficultés communes. Elles ne concernent, Dieu merci, que les choses matérielles. Les valeurs ont chuté à des niveaux fantastiques ; les taxes ont augmenté ; notre capacité à payer s'est effondrée ; partout les gouvernements font face à de sérieuses réductions de revenus ; les moyens d'échanges sont bloqués par le gel des courants commerciaux ; les feuilles mortes des entreprises industrielles jonchent partout le sol ; les fermiers ne trouvent plus de marchés pour leurs produits, et pour des milliers de familles l'épargne de plusieurs années s'est évaporée. Plus important, une foule de citoyens sans emploi se trouve confrontée

au sinistre problème de sa survie, et à peu près autant triment pour un salaire misérable.

Seul un optimiste idiot pourrait nier les sombres réalités du moment.

Et pourtant notre détresse ne provient pas d'un manque de ressources. Nous n'avons pas été frappés par la plaie des sauterelles. En comparaison des périls que nos pères ont vaincus - car ils espéraient et n'avaient pas peur - il nous reste encore largement de quoi rendre grâce. La Nature nous offre toujours ses libéralités, et les efforts humains les ont multipliées. L'abondance est sur le pas de la porte, prête à être généreusement utilisée, mais sous les yeux même de cette offre la demande agonise.

Essentiellement, tout cela vient du fait que les responsables des échanges des biens de l'humanité ont échoué, de par leur propre entêtement et leur propre incompétence, ont admis leur échec, et ont abdiqué. Les pratiques des usuriers sans scrupules se trouvent dénoncées devant le

tribunal de l'opinion publique, rejetées aussi bien par les coeurs que par les âmes des hommes.

A la vérité, ils ont essayé. Mais leurs efforts portaient l'empreinte d'une tradition périmée. Confrontés à l'effondrement du crédit, ils n'ont proposé que le prêt de plus d'argent. Dépouillés de l'appât du profit par lequel ils induisaient notre peuple à suivre leur fausse direction, ils en vinrent aux exhortations, plaidant la larme à l'oeil pour le retour de la confiance. Ils ne connaissent que les règles d'une génération d'égoïstes. Ils n'ont aucune vision, et sans vision le peuple meurt.

Oui, les usuriers ont fui leurs hautes chaires du temple de notre civilisation. Nous pouvons maintenant rendre ce temple aux anciennes vérités. La mesure de cette restauration est l'ampleur avec laquelle nous appliquons des valeurs sociales plus nobles que le simple profit monétaire.

Le bonheur ne se trouve pas dans la simple possession d'argent ; il se trouve

dans la joie de l'accomplissement, dans l'excitation de l'effort créateur. La joie, stimulation morale du travail, ne doit plus être oubliée dans la folle course aux profits évanescents. Ces jours sombres, mes amis, vaudront tout ce qu'ils nous coûtent s'ils nous enseignent que notre véritable destinée n'est pas d'être secourus mais de nous secourir nous-mêmes, de secourir nos semblables.

Reconnaître la fausseté de la richesse matérielle en tant qu'étalon du succès s'accompagne de l'abandon de la fausse idée selon laquelle les responsabilités publiques et les hautes positions politiques n'ont de valeur qu'en fonction de l'honneur et du profit personnel qu'on en tire ; et il doit être mis fin à ces conduites dans les banques et les affaires qui ont trop souvent données à une confiance sacrée l'apparence d'un méfait cynique et égoïste. Il n'est pas étonnant que la confiance dépérisse, car celle-ci ne prospère que sur l'honnêteté, sur l'honneur, sur le caractère sacré des engagements, sur la protection fidèle, et sur un comportement généreux ; sans tout cela elle ne peut vivre.

La Restauration, cependant, ne se satisfera pas que de changements éthiques. Cette Nation demande de l'action, et de l'action maintenant.

Notre première tâche, la plus importante, est de remettre les gens au travail. Ce n'est pas un problème insoluble si nous nous y attelons avec sagesse et courage. Cela peut être accompli en partie par un recrutement direct du gouvernement, en traitant le problème comme nous traiterions l'urgence d'une guerre, mais en accomplissant dans le même temps, grâce à ces emplois, les grands projets dont nous avons besoin pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos immenses ressources naturelles.

Dans le même temps nous devons franchement admettre qu'il y a excès de population dans nos centres industriels et, par la mise en oeuvre d'une redistribution à l'échelle nationale, rechercher à obtenir un meilleur usage de la terre pour ceux qui y sont les plus aptes.

Oui, la tâche peut être soutenue par des efforts précis en vue d'élever les valeurs des produits agricoles, et en conséquence le pouvoir d'acheter les productions de nos villes. Elle peut être soutenue en évitant avec réalisme la tragédie de la disparition croissante pour cause de saisie de nos modestes maisons et de nos fermes. Elle peut être soutenue en insistant pour que le gouvernement fédéral, les gouvernements d'états et locaux agissent sans délai en réponse à la demande de faire baisser drastiquement leurs coûts. Elle peut être soutenue par l'unification des activités de secours qui aujourd'hui sont souvent éparpillées, peu économiques et inégales. Elle peut être soutenue par une planification nationale et une supervision de toutes les formes de transports et de communications ainsi que d'autres équipements qui ont définitivement un caractère public. Il y de nombreuse manières de la soutenir, mais se contenter d'en parler n'en fera jamais partie.

Nous devons agir. Nous devons agir vite.

Et enfin, dans notre progression vers la reprise du travail, nous aurons besoin de

deux protections contre le retour des maux de l'ordre ancien. Il devra y avoir un strict contrôle de toutes les activités bancaires, de crédits et d'investissements. Il devra être mis fin à la spéculation avec l'argent des autres, et des dispositions devront être prises en vue de rétablir une monnaie solide et disponible en quantité suffisante.

Telles sont, mes amis, les lignes d'attaques. Je vais tout à l'heure recommander au nouveau Congrès en session spéciale, les mesures détaillées en vue de leurs réalisations, et je solliciterai l'assistance immédiate des quarante-huit états.

Par ce programme d'action nous nous résolvons à mettre notre demeure nationale en ordre et à rendre notre balance commerciale excédentaire. Nos relations commerciales internationales, bien qu'extrêmement importantes, sont pour cause de temps et de nécessité, subalternes à l'établissement d'une économie nationale saine. Je préfère, comme politique concrète, d'abord traiter les choses primordiales. Je n'économiserai

aucun effort pour rétablir le commerce mondial par des réajustements économiques internationaux ; mais l'urgence domestique ne peut patienter jusqu'à cette réalisation.

La réflexion fondamentale qui guide ces moyens spécifiques de redressement national n'est pas nationalement — étroitement nationaliste. Elle est l'insistance, en première considération, sur l'interdépendance des divers éléments appartenant et composant les Etats-Unis d'Amérique — la reconnaissance de la vieille et éternellement importante manifestation de l'esprit américain du pionnier. C'est la voie du redressement. C'est la voie immédiate. C'est l'assurance la plus solide que ce redressement durera.

Dans le domaine de la politique internationale, je consacrerai cette nation à la politique de bon voisinage : celle du voisin qui se respecte lui-même résolument, et par cela même respecte les droits des autres ; du voisin qui respecte ses obligations et respecte l'inviolabilité de ses accords dans et avec un monde de voisins.

Si je lis correctement le caractère de notre peuple, nous comprenons aujourd'hui, plus que jamais, notre interdépendance les uns aux autres ; que nous ne devons pas nous contenter de prendre, mais que nous devons aussi donner ; que si nous avons décidé d'aller de l'avant, nous devons avancer comme une armée loyale et entraînée prête à se sacrifier pour le bien d'une discipline commune, car sans une telle discipline il n'est point de progrès, et aucune direction ne peut devenir efficace.

Nous sommes, je le sais, prêts et disposés à soumettre nos vies et nos propriétés à une telle discipline, car elle rend possible une direction visant le plus grand bien. C'est cela que je propose de vous offrir, le serment que les plus grands desseins nous unirons, qu'ils nous unirons tous comme l'obligation sacrée et l'unité du devoir qui n'ont jusqu'ici été évoqués que dans les temps de conflits armés.

Ce serment pris, j'assume sans hésiter

la direction de la grande armée de notre peuple, consacrée à l'attaque de nos problèmes communs.

Une action de cette nature, une action à cette fin est faisable par la forme de gouvernement que nous avons hérité de nos ancêtres. Notre Constitution est si simple, si pratique qu'il est toujours possible de répondre à des besoins extraordinaires en modifiant son ordre d'importance et son agencement sans en perdre la substance essentielle. C'est pourquoi notre système constitutionnel s'est imposé comme le plus superbement résistant des mécanismes politiques que le monde moderne ait connu.

Il a été à la hauteur de toutes les tensions dues à de vastes expansions de territoire, aux guerres étrangères, à d'amers conflits internes, aux relations internationales. Et il est à espérer que l'équilibre normal des autorités législative et exécutive soit d'une parfaite égalité, et parfaitement adapté pour faire face à la tâche sans précédent qui nous attend. Mais il se peut qu'une exigence hors-normes ou un besoin immédiat d'action demande

qu'on s'éloigne de cet équilibre normal de la procédure publique.

Je suis préparé, soumis à mon devoir constitutionnel, à recommander les mesures que nécessite une nation accablée au milieu d'un monde sinistré. Ces mesures, ou des mesures similaires que le Congrès pourrait produire de son expérience et de sa sagesse, je ferai en sorte, dans les limites de mon autorité constitutionnelle, de les faire adopter rapidement.

Mais, dans le cas où le Congrès échouerait à prendre l'une de ces deux voies, et dans le cas ou l'urgence nationale resterait critique, je n'hésiterai pas devant la route évidente du devoir auquel je ferai alors face. Je demanderai au Congrès le dernier instrument restant pour confronter la crise — la vaste puissance exécutive de mener la guerre contre l'urgence, aussi grande que la puissance qui me serait donnée si nous étions réellement envahis par un ennemi étranger.

En échange de la confiance déposée en moi, je rendrai le courage et le dévouement qui conviennent à l'heure présente. Je ne peux faire moins.

Nous faisons face aux jours difficiles qui nous attendent avec le chaleureux courage de l'unité nationale ; avec la claire conscience de rechercher de vieilles et précieuses valeurs morales ; avec la satisfaction claire provenant de l'accomplissement sérieux du devoir par l'âgé autant que par le jeune. Nous visons la sûreté d'une vie nationale complète et constante.

Nous n'avons pas perdu foi dans le... le futur de l'indispensable démocratie. Le peuple des Etats-Unis n'a pas échoué. Dans le besoin ils ont déposé un mandat selon lequel ils veulent de l'action vigoureuse et directe. Ils ont demandé de la discipline et de la direction de leur dirigeant. Ils m'ont fait le présent instrument de leurs souhaits. Dans l'esprit de ce don, j'accepte.

Dans cette consécration... Dans cette consécration d'une nation, nous

demandons humblement la bénédiction de Dieu.

Qu'Il nous protège tous et chacun d'entre nous.

Qu'Il nous guide dans les jours à venir.

Franklin Delano Roosevelt, 4 mars 1933

DISCUSSIONS AU COIN DU FEU

SUR L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Franklin Delano Roosevelt

Le 12 mars 1933

Mes amis,

Je veux parler pendant quelques minutes avec le peuple des Etats-Unis de l'activité bancaire - avec ceux, relativement rares, qui en comprennent les mécanismes, mais plus particulièrement avec l'immense majorité qui n'utilise la banque que pour effectuer des dépôts et émettre des chèques.

Je veux vous dire ce qui a été fait ces derniers jours, pour quelles raisons, et ce que seront les prochaines étapes. Je reconnais que les nombreuses proclamations issues des capitoles* d'états et de Washington, la législation, les régulations du Trésor, etc., rédigées pour la

plupart en termes bancaires et légaux, devraient être expliquées au profit du citoyen normal. Je le dois, en particulier en raison du courage et du bon tempérament avec lesquels tout le monde a accepté les inconvénients et les épreuves du congé bancaire. Je sais que lorsque vous comprendrez ce dont nous, à Washington, nous sommes occupés, je continuerai à bénéficier autant de votre entière coopération que de votre sympathie et de l’aide apportée au cours de la dernière semaine.

Premièrement, permettez-moi de vous expliquer le simple fait que lorsque vous déposez de l'argent dans une banque, celle-ci ne le dépose pas dans un coffre fort. Elle l'investit sous différentes formes de crédits - obligations, titres de créances, hypothèques et nombreux autres types de prêts. En d'autres termes, la banque met votre argent au travail pour permettre aux rouages de l'industrie et de l'agriculture de continuer à tourner. Une petite portion de l'argent que vous déposez est conservée sous forme d'espèces - quantité qui, en temps normal, suffit largement à couvrir les besoins en liquide du citoyen ordinaire. Cela signifie que le montant total des

espèces dans le pays n'est qu'une petite fraction de l'ensemble des dépôts de toutes les banques.

Qu'est-il alors arrivé entre la fin février et les premiers jours de mars ? La perte de confiance de la part du public a entraîné une ruée générale vers les banques, dans le but de convertir les dépôts en espèces ou en or - une ruée si grande que les banques, même les plus saines, n'ont pu obtenir assez d'espèces pour satisfaire à la demande.La raison de cela est qu'il était évidemment impossible aux banques de vendre des actifs parfaitement sains et de les convertir en espèces, sauf à les vendre, sous la panique, à des prix largement inférieurs à leur valeur réelle.

L'après-midi du 3 mars, il était impossible de trouver ne serait-ce qu'une banque ouverte dans tout le pays. Des décrets prononçant leur fermeture totale ou partielle avaient été annoncés par les gouverneurs d'à peu près tous les états.

C'est alors que j'ai présenté le décret

établissant le congé bancaire national, et cela fut le premier pas de la reconstruction par le gouvernement de notre structure économique et financière.

La seconde étape fut la législation, votée rapidement et patriotiquement par le Congrès, confirmant mon décret et élargissant mes pouvoirs de sorte qu'il devint possible, du temps étant nécessaire, d'allonger ce congé puis de le supprimer graduellement. Cette loi donna aussi autorité pour développer un programme de réhabilitation de nos institutions bancaires. Je veux dire à nos citoyens, partout dans la nation, que le Congrès national - Républicains et Démocrates - a montré, par cette action, un dévouement à l'intérêt général et une conscience de l'urgence et de la nécessité d'aller vite à peu près sans équivalent dans notre histoire.

Des séries de régulations permettant aux banques de poursuivre leurs fonctions pour maintenir la distribution de nourriture, des nécessités du foyer et le paiement des salaires ont constitué la troisième étape.

Ce congé bancaire, quoique générant de grands inconvénients, nous offre l'opportunité de fournir les espèces nécessaires pour répondre à la situation. Aucune banque saine n'a perdu un seul dollar depuis sa fermeture lundi dernier. Il en est de même des banques qui pourraient ne pas être en position de rouvrir immédiatement. La nouvelle loi autorise les douze Banques de la Réserve Fédérale à émettre, sur des actifs solides, des espèces supplémentaires, de manière à ce que les banques qui rouvriront soient capables de satisfaire toute demande légitime. Les nouvelles espèces sont transportées depuis le Bureau de gravure et d'impression, en grande quantité, vers tous les points du pays. C'est une monnaie solide car elle s'appuie sur de bons et solides actifs.

Vous allez dire : comment se fait-il que les banques ne rouvrent pas toutes en même temps ? La réponse est simple. Votre gouvernement n'a pas l'intention de voir se répéter l'histoire de ces dernières années. Nous ne voulons pas, et n'aurons pas, une nouvelle épidémie de faillites bancaires.

En conséquence, nous allons commencer demain, lundi, par la réouverture de banques dans les douze villes où sont sises les Banques de la Réserve fédérale - les banques qui, après examen du Trésor, ont été constatées saines. Cela sera suivi, mardi, par le redémarrage de toutes les fonctions des banques solides, dans les villes où se trouvent des chambres de compensations accréditées. Ce qui signifie environ 250 villes. En d'autre termes, nous allons aussi vite que les mécanismes de la situation nous le permettent.

Mercredi, et les jours suivants, les banques redémarreront leur activité partout ailleurs, sous réserve, bien sûr, que le gouvernement soit capable physiquement d'en achever l'examen. Il est nécessaire que la réouverture des banques soit étendue sur une période afin de permettre aux banques d'effectuer les demandes des prêts nécessaires, d'obtenir les espèces correspondant à leurs besoins, et pour que le gouvernement soit capable de faire les vérifications bien entendu évidentes.

Que cela soit clair : si votre banque n'est pas ouverte le premier jour, n’allez pas imaginer que c’est définitif. Quel que soit le jour de sa réouverture, elle est exactement dans le même état que la banque qui ouvrira demain.

Je sais que beaucoup de gens sont inquiets quant aux banques d'état qui ne sont pas membres du système de la Réserve fédérale. Ces banques peuvent recevoir, et recevront, l'assistance des banques membres et du Conseil de financement de la reconstruction. Elles bénéficieront du même traitement que les banques nationales, mais obtiendront l’autorisation de reprendre l'activité des autorités de l'état, sollicitées par le secrétaire au Trésor, afin de leur permettent de rouvrir selon le même calendrier que les banques nationales. Je crois sincèrement que les secrétariats des affaires bancaires des états seront aussi attentifs que le gouvernement national au sujet de la politique de réouverture des banques, et qu'ils en respecteront les principes.

Il est probable qu’à l’ouverture des banques, un très petit nombre de gens, encore en proie à la panique, recommencent les retraits. Qu'il soit bien clair que les banques répondront à toutes les demandes, à l'exception, bien sûr, de celle de thésauriseurs hystériques - et je pense que la thésaurisation de la semaine passée est devenue, pour l'ensemble de la nation, un passe-temps totalement inapproprié. Il n'est point besoin de prophète pour vous expliquer que lorsque la population s'apercevra qu'elle peut obtenir son argent - qu'elle peut l'obtenir lorsqu'elle le veut pour tout besoin légitime - le fantôme de la peur sera rapidement vaincu. Les gens seront de nouveau satisfaits de savoir leur argent là où on en prendra soin et où ils pourront s'en servir à leur convenance. Je vous garanti qu'il est plus sûr de laisser votre argent dans une banque rouverte que sous le matelas.

Le succès de l'ensemble de notre programme national repose, bien sûr, sur la coopération du public - sur son soutien éclairé et sur l'utilisation d'un système fiable.

Gardez en mémoire que l'œuvre essentielle de la nouvelle législation est de donner aux banques la possibilité de convertir plus rapidement leurs actifs en liquidités qu'auparavant. Des dispositions plus souples ont été adoptées pour leur permettre d'emprunter - sur la base de ces actifs - aux banques de la Réserve, et à d'autres aussi, en vue d'émettre de la monnaie sur la valeur de ces bons actifs. Cette monnaie ne provient pas de nulle part. Elle n'est émise qu'en rapport avec des valeurs adéquates que toute banque solide possède en abondance.

Un dernier point avant que je termine. Il y aura, bien sûr, quelques banques incapables de rouvrir sans être réorganisées. La nouvelle loi autorise le gouvernement à porter assistance en vue d’accélérer ces réorganisations et de les rendre plus efficaces, de même qu’à devenir propriétaire d'au moins une part du nouveau capital qu'il pourrait être nécessaire d'apporter.

J'espère que vous percevez, à travers ce récit élémentaire de l'action de votre

gouvernement, qu'il n'y a rien de complexe, rien d'extrême dans ce processus.

Nous avions une mauvaise situation bancaire. Certains de nos banquiers se sont montrés soit incompétents soit malhonnêtes dans leur gestion des fonds de la population. Ils ont utilisé l'argent qui leur était confié pour spéculer et consentir des prêts imprudents. Il ne s’agissait pas de toutes nos banques, mais cela a été suffisant pour plonger le peuple dans un sentiment d'insécurité, et le mettre dans un état d'esprit tel qu'il ne fit plus la différence, mais pensa que les actes d'un petit nombre les rendait toutes suspectes. C'était le travail du gouvernement de remettre la situation en ordre le plus rapidement possible. C'est ce que nous sommes en train de faire.

Je vous promets, non que toutes les banques ouvriront à nouveau ou que personne n'aura à subir de pertes, mais qu'il n'y aura aucune perte qu’il soit possible d’éviter ; et nous en aurions subi de pires si nous avions continué à dériver. Je peux même vous promettre le

sauvetage de certaines des banques les plus gravement ébranlées. Nous nous activerons non seulement à rouvrir les banques saines, mais aussi à créer des banques saines par réorganisation.

J'ai été émerveillé de sentir, partout dans le pays, votre confiance. Je ne pourrai jamais être suffisamment reconnaissant au peuple du soutien loyal qu'il m'a donné en acceptant le jugement qui a déterminé notre route, bien que tous nos processus ne lui aient pas toujours parus clairs.

Après tout, il y a un élément dans le réajustement de notre système financier qui est plus important que la monnaie, plus important que l'or : c'est la confiance du peuple. Confiance et courage sont l'essence du succès dans la mise en œuvre de notre plan. Vous devez avoir foi ; vous ne devez pas vous laisser bousculer par des rumeurs ou des suppositions. Unissons-nous pour bannir la peur. Nous avons fourni la machinerie pour restaurer notre système financier ; il vous revient de lui apporter votre soutien et de le faire fonctionner.

C'est votre problème, mes amis, votre problème autant que le mien.

Ensemble, nous ne pouvons échouer.

FRANKLIN DELANO ROOSEVELT, 12 MARS 1933

Capitoles : sièges des gouvernements d'états aux Etats-Unis

En anglais

My friends:

I want to talk for a few minutes with the people of the United States about banking -- to talk with the comparatively few who understand the mechanics of banking, but more particularly with the overwhelming majority of you who use banks for the making of deposits and the drawing of checks.

I want to tell you what has been done in the last few days, and why it was done, and what the next steps are going to be. I recognize that the many proclamations from State capitols and from Washington, the legislation, the Treasury regulations,

and so forth, couched for the most part in banking and legal terms, ought to be explained for the benefit of the average citizen. I owe this, in particular, because of the fortitude and the good temper with which everybody has accepted the inconvenience and hardships of the banking holiday. And I know that when you understand what we in Washington have been about, I shall continue to have your cooperation as fully as I have had your sympathy and your help during the past week.

First of all, let me state the simple fact that when you deposit money in a bank, the bank does not put the money into a safe deposit vault. It invests your money in many different forms of credit -- in bonds, in commercial paper, in mortgages and in many other kinds of loans. In other words, the bank puts your money to work to keep the wheels of industry and of agriculture turning around. A comparatively small part of the money that you put into the bank is kept in currency -- an amount which in normal times is wholly sufficient to cover the cash needs of the average citizen. In other words, the total amount of all the currency in the country is only a

comparatively small proportion of the total deposits in all the banks of the country.

What, then, happened during the last few days of February and the first few days of March? Because of undermined confidence on the part of the public, there was a general rush by a large portion of our population to turn bank deposits into currency or gold -- a rush so great that the soundest banks couldn't get enough currency to meet the demand. The reason for this was that on the spur of the moment it was, of course, impossible to sell perfectly sound assets of a bank and convert them into cash, except at panic prices far below their real value. By the afternoon of March third, a week ago last Friday, scarcely a bank in the country was open to do business. Proclamations closing them, in whole or in part, had been issued by the Governors in almost all the states. It was then that I issued the proclamation providing for the national bank holiday, and this was the first step in the Government's reconstruction of our financial and economic fabric.

The second step, last Thursday, was the legislation promptly and patriotically passed by the Congress confirming my proclamation and broadening my powers so that it became possible in view of the requirement of time to extend the holiday and lift the ban of that holiday gradually in the days to come. This law also gave authority to develop a program of rehabilitation of our banking facilities. And I want to tell our citizens in every part of the Nation that the national Congress -- Republicans and Democrats alike -- showed by this action a devotion to public welfare and a realization of the emergency and the necessity for speed that it is difficult to match in all our history.

The third stage has been the series of regulations permitting the banks to continue their functions to take care of the distribution of food and household necessities and the payment of payrolls.

This bank holiday, while resulting in many cases in great inconvenience, is affording us the opportunity to supply the currency necessary to meet the situation. Remember that no sound bank is a dollar worse off

than it was when it closed its doors last week. Neither is any bank which may turn out not to be in a position for immediate opening. The new law allows the twelve Federal Reserve Banks to issue additional currency on good assets and thus the banks that reopen will be able to meet every legitimate call. The new currency is being sent out by the Bureau of Engraving and Printing in large volume to every part of the country. It is sound currency because it is backed by actual, good assets.

Another question you will ask is this: Why are all the banks not to be reopened at the same time? The answer is simple and I know you will understand it: Your Government does not intend that the history of the past few years shall be repeated. We do not want and will not have another epidemic of bank failures.

As a result, we start tomorrow, Monday, with the opening of banks in the twelve Federal Reserve Bank cities -- those banks, which on first examination by the Treasury, have already been found to be all right.

That will be followed on Tuesday by the resumption of all other functions by banks already found to be sound in cities where there are recognized clearing houses. That means about two hundred and fifty cities of the United States. In other words, we are moving as fast as the mechanics of the situation will allow us.

On Wednesday and succeeding days, banks in smaller places all through the country will resume business, subject, of course, to the Government's physical ability to complete its survey It is necessary that the reopening of banks be extended over a period in order to permit the banks to make applications for the necessary loans, to obtain currency needed to meet their requirements, and to enable the Government to make common sense checkups.

Please let me make it clear to you that if your bank does not open the first day you are by no means justified in believing that it will not open. A bank that opens on one of the subsequent days is in exactly the same status as the bank that opens tomorrow.

I know that many people are worrying about State banks that are not members of the Federal Reserve System. There is no occasion for that worry. These banks can and will receive assistance from member banks and from the Reconstruction Finance Corporation. And, of course, they are under the immediate control of the State banking authorities. These State banks are following the same course as the National banks except that they get their licenses to resume business from the State authorities, and these authorities have been asked by the Secretary of the Treasury to permit their good banks to open up on the same schedule as the national banks. And so I am confident that the State Banking Departments will be as careful as the national Government in the policy relating to the opening of banks and will follow the same broad theory.

It is possible that when the banks resume a very few people who have not recovered from their fear may again begin withdrawals. Let me make it clear to you that the banks will take care of all needs,

except, of course, the hysterical demands of hoarders, and it is my belief that hoarding during the past week has become an exceedingly unfashionable pastime in every part of our nation. It needs no prophet to tell you that when the people find that they can get their money -- that they can get it when they want it for all legitimate purposes -- the phantom of fear will soon be laid. People will again be glad to have their money where it will be safely taken care of and where they can use it conveniently at any time. I can assure you, my friends, that it is safer to keep your money in a reopened bank than it is to keep it under the mattress.

The success of our whole national program depends, of course, on the cooperation of the public -- on its intelligent support and its use of a reliable system.

Remember that the essential accomplishment of the new legislation is that it makes it possible for banks more readily to convert their assets into cash than was the case before. More liberal provision has been made for banks to borrow on these assets at the Reserve

Banks and more liberal provision has also been made for issuing currency on the security of these good assets. This currency is not fiat currency. It is issued only on adequate security, and every good bank has an abundance of such security.

One more point before I close. There will be, of course, some banks unable to reopen without being reorganized. The new law allows the Government to assist in making these reorganizations quickly and effectively and even allows the Government to subscribe to at least a part of any new capital that may be required.

I hope you can see, my friends, from this essential recital of what your Government is doing that there is nothing complex, nothing radical in the process.

We have had a bad banking situation. Some of our bankers had shown themselves either incompetent or dishonest in their handling of the people's funds. They had used the money entrusted to them in speculations and unwise loans.

This was, of course, not true in the vast majority of our banks, but it was true in enough of them to shock the people of the United States, for a time, into a sense of insecurity and to put them into a frame of mind where they did not differentiate, but seemed to assume that the acts of a comparative few had tainted them all. And so it became the Government's job to straighten out this situation and do it as quickly as possible. And that job is being performed.

I do not promise you that every bank will be reopened or that individual losses will not be suffered, but there will be no losses that possibly could be avoided; and there would have been more and greater losses had we continued to drift. I can even promise you salvation for some, at least, of the sorely presses banks. We shall be engaged not merely in reopening sound banks but in the creation of more sound banks through reorganization.

It has been wonderful to me to catch the note of confidence from all over the country. I can never be sufficiently grateful to the people for the loyal support that

they have given me in their acceptance of the judgment that has dictated our course, even though all our processes may not have seemed clear to them.

After all, there is an element in the readjustment of our financial system more important than currency, more important than gold, and that is the confidence of the people themselves. Confidence and courage are the essentials of success in carrying out our plan. You people must have faith; you must not be stampeded by rumors or guesses. Let us unite in banishing fear. We have provided the machinery to restore our financial system, and it is up to you to support and make it work.

It is your problem, my friends, your problem no less than it is mine.

Together we cannot fail.

SUR LE NEW DEAL

Franklin Delano Roosevelt

Le 7 mai 1933

« Un dimanche soir, une semaine après mon inauguration, j'empruntai la T. S. F. pour vous parler de la crise bancaire et des mesures que nous allions prendre pour y faire face. Je crois qu'en agissant de la sorte j'ai jeté de la clarté sur différents faits qui, autrement, auraient pu être mal interprétés; et, d'une manière générale, j'ai fait comprendre la situation au pays, ce qui a contribué, pour une grande part, au rétablissement de la confiance.

« Ce soir, huit semaines plus tard, je viens, pour la seconde fois, vous faire mon rapport — dans le même esprit et de la même manière, — pour vous entretenir de ce que nous avons fait et de ce que nous avons l'intention de faire.

« Il y a deux mois, nous nous trouvions en face de graves problèmes. Le pays tombait

à la ruine, pouce par pouce. Il se mourait parce que le commerce et l'industrie étaient tombés à un niveau dangereusement bas; les prix de nos matières premières menaçaient de détruire la valeur de l'actif de nos établissements nationaux : banques, caisses d'épargne, compagnies d'assurance et autres instituts. Ces établissements, par suite de leurs besoins importants, opéraient des forclusions, réclamaient des emprunts, refusaient de faire crédit. Il en résulta donc en fait que des millions de personnes furent menacées de perdre leurs propriétés, puisqu'elles avaient emprunté de l'argent sur ces propriétés avec des dollars qui avaient eu une valeur totalement différente de celle de mars 1933. Cette situation ne nous permettait pas des considérations compliquées sur les panacées économiques ou de combiner des plans de fantaisie. Nous nous trouvions, non pas devant des théories mais devant une situation concrète.

« Il n'y avait que deux solutions : la première consistait à suivre la même voie, à permettre les forclusions, le retrait du crédit et la thésaurisation, à amener ainsi

la liquidation et la faillite des banques, des compagnies de chemins de fer et d'assurances jusqu'à la capitalisation de toute l'économie et de la propriété à un niveau inférieur. Cette solution signifiait la continuation de la campagne de déflation dont le résultat immédiat eût été une misère extraordinaire pour tous les possédants, et, par voie de conséquence, une misère immense pour tous les salariés en raison de l'accroissement du chômage et d'une nouvelle réduction de l'échelle des salaires.

« Il est évident que cette solution n'aurait pas eu seulement des effets d'ordre économique très graves, mais aussi des conséquences d'ordre social qui auraient causé un mal énorme. Même avant mon accession au pouvoir, j'étais arrivé à la conclusion qu'une telle politique aurait fait supporter au peuple américain une charge trop lourde. Elle aurait entraîné, non seulement une nouvelle dévalorisation des richesses représentées par les maisons, fermes, économies et salaires, mais aussi des pertes d'ordre spirituel, la perte de ce sentiment de sécurité pour le présent et l'avenir, si nécessaire à la paix et à la satisfaction de l'individu et de sa famille. Si

vous détruisez ces valeurs, vous trouverez difficilement le moyen de rétablir toute confiance dans l'avenir. Il était évident qu'il ne suffisait pas, pour arrêter cette course à la ruine, de lancer de Washington des appels à la confiance et de prêter des sommes d'argent plus considérables à des établissements craquant de toutes pans. Il me semblait non seulement légitime mais encore obligatoire pour la sécurité nationale d'appliquer le plus rapidement possible un programme précis. Le Congrès, et quand je dis le Congrès, je parle des membres des deux partis politiques, comprit très bien la situation et me donna un appui généreux et intelligent. Les membres du Congrès virent clairement que les méthodes des temps normaux devaient faire place, en période de crise, à des mesures adaptées aux nécessités graves et impérieuses du moment. Il n'y eut pas à proprement parler d'abandon du pouvoir, le Congrès conserva encore son autorité constitutionnelle, et personne n'a eu le moindre désir de changer l'équilibre politique. La fonction du Congrès est de décider les mesures à prendre et de choisir l'instrument de ses volontés. Il a suivi étroitement cette politique. La seule chose qui s'est passée fut qu'il désigna le

Président pour exécuter certaines de ses mesures. C'était conforme à la constitution et à la tradition du peuple américain.

« La législation qui a été votée ou qui est en voie d'être appliquée peut être raisonnablement considérée comme faisant partie d'un programme complet.

« En premier lieu, nous fournissons du travail à 250.000 chômeurs, spécialement aux jeunes gens qui ont des charges. Ils se consacrent au reboisement et aux travaux contre les inondations. C'est une niche importante parce qu'elle comporte la nourriture, l'habillement et l'entretien d'un nombre de personnes, près de deux fois plus grand que celui des soldats de notre armée régulière. En créant ce corps civil, nous faisons d'une pierre deux coups. Nous rehaussons notablement la valeur de nos ressources naturelles et, d'autre part, nous soulageons un lot considérable de personnes qui se trouvent dans la détresse. Cet important groupe d'hommes s'est mis au travail volontairement; il n'est pas soumis à un règlement militaire, et nous conservons non seulement nos ressources naturelles mais encore nos ressources

humaines. Un des grands mérites de ce travail est qu'il s'accomplit directement et ne nécessite pour ainsi dire pas l'intervention des machines.

« En deuxième lieu, j'ai soumis à l'approbation du Congrès des mesures que, par la suite, j'ai fait appliquer, à savoir : l'exploitation des vastes propriétés du Gouvernement à Muscles Shoals que l'on a négligées pendant tant d'années de coûteuse inaction; en outre, j'ai proposé un plan d'ensemble pour l'aménagement d'une grande partie de la vallée du Tennessee. Ces mesures augmenteront le bien-être et le bonheur de centaines de milliers de gens, et leur effet bienfaisant se fera sentir à la nation tout entière.

« Ensuite, le Congrès va voter une législation qui libérera, en grande partie, de la misère de l'hypothèque les fermiers et les petits propriétaires de la nation, ceci grâce à une disposition qui allégera le fardeau des dettes qui pèse si lourdement sur des millions de nos compatriotes.

« Une autre mesure immédiate est l'octroi d'un demi-milliard de dollars aux Etats, cantons et municipalités afin qu'ils puissent pourvoir aux besoins de ceux à qui un secours formel et immédiat est indispensable.

« Le Congrès a aussi voté une législation autorisant la vente de la bière dans les Etats qui le désiraient. Il en est déjà résulté une reprise considérable du travail et par suite un accroissement du rendement de l'impôt, dont le besoin se faisait vivement sentir.

« Nous avons l'intention de demander au Congrès une législation qui permettra au Gouvernement d'entreprendre des travaux publics, ce qui provoquera ainsi directement et indirectement une reprise dans beaucoup d'autres domaines que nous avons soumis à un examen approfondi.

« Une nouvelle législation a été promulguée qui pénètre plus avant dans nos problèmes économiques. La loi d'aide aux fermiers, le « Farm Relief Bill », cherche, par l'emploi de plusieurs

méthodes isolées ou réunies, à accroître le rendement des principaux produits agricoles, tout en s'efforçant de prévenir la surproduction désastreuse qui, si souvent dans le passé, a fait tomber les prix à un niveau bien inférieur à un rapport rationnel. Cette mesure prévoit l'octroi de pouvoirs étendus dans les cas critiques. L'usage qu'on en fera, dépendra uniquement de ce que l'avenir nous réserve.

« Nous proposerons également des mesures de sauvegarde mûrement réfléchies par quoi nous tenterons de donner des salaires plus équitables aux ouvriers de l'industrie du pays et d'empêcher la concurrence déloyale, de nous opposer aux trop longues semaines de travail et, en même temps, d'encourager toutes les industries à éviter la surproduction.

« Notre loi sur les chemins de fer rentre dans la même catégorie; son objectif est de permettre aux chemins de fer, avec l'aide du Gouvernement, d'aménager et de mettre sur pied un plan bien arrêté qui supprimera les doubles emplois et les

gaspillages, lesquels ont amené à l'heure actuelle la faillite de nombreux réseaux et des déficits continuels.

« Je suis persuadé que les habitants de ce pays comprennent et approuvent les nouvelles mesures gouvernementales qui ont trait à l'agriculture, à l'industrie et aux moyens de transport. Notre production agricole dépassait notre consommation; nous nous trouvions devant des excédents que les autres nations ne pouvaient acheter qu'à des prix désastreusement bas. Nos usines étaient en mesure de fabriquer plus de produits que nous ne pouvions en consommer, et, en même temps, les demandes de l'étranger baissaient. Il se faisait que nous disposions de plus moyens de transport des marchandises et des récoltes que nous n'avions de marchandises et de récoltes à transporter. Cette situation était due en grande partie à un manque complet de plan général et à une incompréhension totale du danger qui n'avait cessé de flotter dans l'air depuis la fin de la guerre mondiale. Les habitants de ce pays ont été poussés à croire — mais c'était une erreur — qu'ils pourraient continuer à accroître indéfiniment la production agricole et industrielle et que je

ne sais quel magicien trouverait le moyen d'écouler ces produits, tout en laissant au producteur des bénéfices raisonnables.

« Aujourd'hui nous sommes fondés à croire que les choses vont un peu mieux qu'il y a deux mois. L'industrie a repris, les chemins de fer transportent plus de marchandises, les prix des produits agricoles se sont améliorés, mais je ne me laisserai pas aller à lancer des proclamations d'une confiance débordante d'enthousiasme. Nous ne pouvons pas crier de nouveau à la prospérité.

« Je ne cesserai jamais d'être franc avec les habitants de ce pays. Je ne veux pas que mes compatriotes, à la faveur de cette amélioration, fassent déferler sur ce pays une nouvelle vague de spéculation. Je ne veux pas que l'on croie que, par suite d'un optimisme injustifié, nous pouvons reprendre le système désastreux de l'accroissement de notre production agricole et industrielle, dans l'espoir qu'une Providence bienveillante permettra de l'écouler à des prix élevés. Pareil système peut nous ramener une prospérité

immédiate et factice, mais elle sera de ces prospérités qui nous conduiront à de nouveaux désastres.

« On a bien tort de désigner les mesures que nous avons prises, sous le nom de contrôle gouvernemental de l'agriculture, de l'industrie et des transports. C'est plutôt une association entre le Gouvernement, d'une part, et l'agriculture, l'industrie et les transports d'autre part, non pas une association qui se partage les bénéfices, car les bénéfices iraient aux citoyens, mais plutôt une association qui conçoit les mêmes plans et veille à leur exécution.

« Laissez-moi vous donner un exemple. Prenons l'industrie cotonnière. Selon toute probabilité, quatre-vingt-dix pour cent des fabricants de coton s'accorderaient pour supprimer les salaires de famine, les longues journées de travail, le travail de l'enfant; Ils s'accorderaient également pour empêcher une surproduction qui se traduit par des excédents invendables. Mais à quoi peut servir un tel accord si les dix autres pour cent des fabricants de coton donnent des salaires de famine, exigent de nombreuses heures de travail, emploient

des enfants dans leurs usines et se livrent à une surproduction vexatoire? Par leurs agissements déloyaux, ces dix pour cent pourraient produire des marchandises à si bon marché que les quatre-vingt-dix pour cent des fabricants honnêtes en seraient réduits à adopter une ligne de conduite douteuse. C'est ici que le Gouvernement entre en jeu. Le Gouvernement, après s'être livré à une enquête sur une industrie et après avoir adopté un plan, devrait avoir le droit — et il l'aura — d'empêcher, avec l'aide de la grande majorité des membres de cette industrie, les agissements déloyaux. Les lois dites « antitrusts » avaient pour but d'empêcher la création des monopoles et d'interdire à ces monopoles de réaliser des bénéfices excessifs. On doit continuer à respecter le principe de ces lois, mais elles ne se proposèrent jamais d'encourager cette concurrence déloyale dont nous avons dit les méfaits.

« Le même principe s'applique aux produits agricoles, aux moyens de transport et à tout autre domaine de l'industrie privée organisée.

« Nous nous assignons un but précis, à savoir, empêcher le retour d'une situation qui fut à deux doigts de détruire ce qu'on appelle la civilisation moderne. Nous ne pouvons atteindre ce but en un jour. Nos mesures obéissent toutes à l'esprit du Gouvernement constitutionnel de l'Amérique, établi il y a cent cinquante ans.

« Je sais que les habitants de ce pays s'en rendront compte et comprendront aussi dans quel esprit nous entreprenons cette politique. Je ne nie pas que nous ne puissions commettre des erreurs de procédure. Je ne m'attends pas à atteindre le but à chaque coup. Ce que je recherche, c'est d'atteindre le but le plus souvent possible, non seulement dans mon intérêt mais aussi dans celui de l'équipe. Theodore Roosevelt me dit un jour : « Si j'arrive à avoir raison soixante-quinze fois sur cent, j'aurai réalisé le summum de mes espérances. »

« On a beaucoup parlé ces derniers temps des finances fédérales, de l'inflation, de l'étalon-or et d'autres choses encore. Permettez-moi de vous exposer les faits

très simplement et de vous expliquer ma ligne de conduite. En premier lieu, le crédit gouvernemental et la monnaie gouvernementale ne sont vraiment qu'une seule et même chose. Derrière les bons gouvernementaux, il n'y a qu'une promesse de payement. Derrière la monnaie gouvernementale, il y a en outre, une réserve d'or et une petite réserve d'argent. A ce propos, il convient de rappeler que, jadis, le Gouvernement a consenti à convertir en or près de trente milliards de ses dettes et de sa monnaie et que des sociétés privées du pays ont consenti à convertir en or soixante ou soixante-dix milliards de dollars représentés par des titres et des hypothèques. Le Gouvernement et ces sociétés privées ont conclu ces accords en sachant pertinemment que les stocks d'or aux Etats-Unis n'étaient que de trois ou quatre milliards de dollars et que les stocks d'or mondiaux n'étaient que de onze milliards environ.

« Si les détenteurs de bons commençaient à réclamer de l'or, les premiers arrivants auraient de l'or pendant quelques jours; leur nombre ne s'élèverait qu'à un

vingt-cinquième des détenteurs de titres et de devises. Les vingt-quatre autres parties, qui ne sont pas arrivées en tête de file, se verraient dire poliment qu'il ne reste plus d'or. Nous avons décidé d'appliquer à tous le même traitement, dans l'intérêt de la justice, en vertu des pouvoirs constitutionnels de ce Gouvernement. Nous avons mis tout le monde sur le même pied, afin de sauvegarder le bien général.

« Toutefois, l'or et, jusqu'à un certain point, l'argent peuvent servir de base très solide aux devises; c'est la raison pour laquelle j'ai décidé de mettre l'embargo sur l'or de ce pays.

« Il y a trois semaines, une série d'événements se sont produits qui auraient pu entraîner très rapidement, tout d'abord un grave épuisement des stocks d'or nationaux à l'étranger, en deuxième lieu, par voie de conséquence, une évasion à l'étranger des capitaux américains. Je n'exagère rien en vous disant que pareille occurrence aurait pu nous enlever la majeure partie de nos réserves d'or et entraîner un nouvel affaiblissement du crédit privé et gouvernemental, au point de

semer la panique et d'arrêter totalement le fonctionnement de l'industrie.

« Le Gouvernement a un but précis, c'est de faire monter les prix des matières premières à un niveau tel que les débiteurs pourront payer leurs dettes au moyen d'une devise d'une valeur égale à celle qui existait au moment où les emprunts ont été contractés. Nous n'avons pas l'intention de leur procurer un dollar à tellement bon marché qu'ils pourraient rembourser beaucoup moins qu'ils n'ont reçu. En d'autres termes, nous cherchons à corriger une erreur et non pas à créer des erreurs nouvelles dans un sens opposé. C'est pour cela que les pouvoirs nécessaires seront donnés au Gouvernement afin de procéder, si la situation l'exige, à l'élargissement des moyens de crédit. II sera fait usage de ces pouvoirs au moment donné, d'une manière définie, et, ai la situation l'exige, dans le dessein que je viens de préciser.

« La situation mondiale suit un chemin parallèle à celui de la situation intérieure, laquelle, évidemment, nous intéresse en premier lieu. Je dois souligner le fait que la

situation intérieure est nécessairement liée d'une manière étroite à celle de tous les autres pays. En d'autres termes, selon toutes probabilités, nous pourrons connaître, dans une large mesure, un retour de la prospérité dans notre pays, mais elle ne durera que si elle s'étend au monde entier.

« Au cours des conférences que nous avons tenues et que nous tenons avec les chefs des autres pays, nous nous assignons quatre grands objectifs : tout d'abord, une réduction générale des armements, ce qui écartera la crainte de l'invasion et d'une attaque à main armée, en même temps une réduction des dépenses, de manière à équilibrer les budgets des gouvernements et à réduire les impôts; en deuxième lieu une suppression des barrières douanières, ce qui permettrait la reprise des échanges entre nations; en troisième lieu, la stabilisation des devises: de la sorte, le commerce pourra aller de l'avant; en quatrième lieu, le rétablissement des relations amicales et une plus grande confiance de pays à pays.

« Durant ces trois semaines, nos visiteurs

étrangers ont répondu dans un sens très favorable à l'énoncé de ces desseins. Toutes les nations ont souffert également de la crise. Toutes, elles ont abouti à la conclusion qu'une action générale est le plus conforme aux intérêts de chacune. C'est dans cet esprit que nos hôtes se sont joints à nous et ont discuté les problèmes qui nous sont communs. La Conférence internationale actuelle doit réussir.

« L'avenir du monde l'exige; nous nous sommes tous engagés à unir nos efforts pour la faire réussir.

« Envers vous, citoyens de ce pays, nous tous, membres du Congrès et membres du Gouvernement, nous avons contracté une profonde dette de reconnaissance. Durant toute la crise, vous avez fait preuve de résignation. Vous nous avez accordé des pouvoirs étendus; votre approbation généreuse nous a encouragés. Toutes nos forces, toutes les ressources dont nous disposions, nous les avons employées à justifier votre confiance. Nous sommes incités à penser qu'un premier pas, prudent et sensé, a été accompli. C'est dans cet

esprit de confiance et d'encouragement réciproque que nous irons de l'avant. »

FRANKLIN DELANO ROOSEVELT ,7 MAI 1933

(Traduction de Pierre Dutray, extraite de l'ouvrage "Sur la bonne voie (On Our Way)" de F.D.R., 1934, éditions Denoël et Steele)

En anglais

On a Sunday night a week after my inauguration I used the radio to tell you about the banking crisis and the measures we were taking to meet it. I think that, in that way, I made clear to the country various facts that might otherwise have been misunderstood and, in general, provided a means of understanding which did much to restore confidence.

Tonight, eight weeks later, I come for the second time to give you my report—in the same spirit and by the same means—to tell you about what we have been doing and what we are planning to do.

Two months ago we were facing serious problems. The country was dying by inches. It was dying because trade and commerce had declined to dangerously low levels; prices for basic commodities were such as to destroy the value of the assets of national institutions such as banks, savings banks, insurance companies, and others. These institutions, because of their great needs, were foreclosing mortgages, calling loans, refusing credit. Thus there was actually in process of destruction the property of millions of people who had borrowed money on that property in terms of dollars which had had an entirely different value from the level of March 1933. That situation in that crisis did not call for any complicated consideration of economic panaceas or fancy plans. We were faced by a condition and not a theory.

There were just two alternatives: The first was to allow the foreclosures to continue, credit to be withheld and money to go into hiding, and thus forcing liquidation and bankruptcy of banks, railroads and insurance companies and a recapitalizing of all business and all property on a lower level. This alternative meant a continuation of what is loosely called "deflation," the net

result of which would have been extraordinary hardship on all property owners and, incidentally, extraordinary hardships on all persons working for wages through an increase in unemployment and a further reduction of the wage scale.

It is easy to see that the result of this course would have not only economic effects of a very serious nature but social results that might bring incalculable harm. Even before I was inaugurated I came to the conclusion that such a policy was too much to ask the American people to bear. It involved not only a further loss of homes, farms, savings and wages but also a loss of spiritual values—the loss of that sense of security for the present and the future so necessary to the peace and contentment of the individual and of his family. When you destroy these things you will find it difficult to establish confidence of any sort in the future. It was clear that mere appeals from Washington for confidence and the mere lending of more money to shaky institutions could not stop this downward course. A prompt program applied as quickly as possible seemed to me not only justified but imperative to our

national security. The Congress, and when I say Congress I mean the members of both political parties, fully understood this and gave me generous and intelligent support. The members of Congress realized that the methods of normal times had to be replaced in the emergency by measures which were suited to the serious and pressing requirements of the moment. There was no actual surrender of power, Congress still retained its constitutional authority and no one has the slightest desire to change the balance of these powers. The function of Congress is to decide what has to be done and to select the appropriate agency to carry out its will. This policy it has strictly adhered to. The only thing that has been happening has been to designate the President as the agency to carry out certain of the purposes of the Congress. This was constitutional and in keeping with the past American tradition.

The legislation which has been passed or in the process of enactment can properly be considered as part of a well-grounded plan.

First, we are giving opportunity of

employment to one-quarter of a million of the unemployed, especially the young men who have dependents, to go into the forestry and flood prevention work. This is a big task because it means feeding, clothing, and caring for nearly twice as many men as we have in the regular army itself. In creating this civilian conservation corps, we are killing two birds with one stone. We are clearly enhancing the value of our natural resources and, second, we are relieving an appreciable amount of actual distress. This great group of men have entered upon their work on a purely voluntary basis, no military training is involved, and we are conserving not only our natural resources but our human resources. One of the great values to this work is the fact that it is direct and requires the intervention of very little machinery.

Second, I have requested the Congress and have secured action upon a proposal to put the great properties owned by our government at Muscle Shoals to work after long years of wasteful inaction, and with this a broad plan for the improvement of a vast area in the Tennessee Valley.

It will add to the comfort and happiness of hundreds of thousands of people and the incident benefits will reach the entire nation.

Next, the Congress is about to pass legislation that will greatly ease the mortgage distress among the farmers and the homeowners of the nation by providing for the easing of the burden of debt now bearing so heavily upon millions of our people.

Our next step in seeking immediate relief is a grant of half a billion dollars to help the states, counties and municipalities in their duty to care for those who need direct and immediate relief.

The Congress also passed legislation authorizing the sale of beer in such states as desired. This has already resulted in considerable reemployment and, incidentally, has provided much needed tax revenue.

We are planning to ask the Congress for legislation to enable the government to undertake public works, thus stimulating directly and indirectly the employment of many others in wellconsidered projects.

Further legislation has been taken up which goes much more fundamentally into our economic problems. The Farm Relief Bill seeks by the use of several methods, alone or together, to bring about an increased return to farmers for their major farm products, seeking at the same time to prevent in the days to come disastrous over-production which so often in the past has kept farm commodity prices far below a reasonable return. This measure provides wide powers for emergencies. The extent of its use will depend entirely upon what the future has in store.

Well-considered and conservative measures will likewise be proposed which will attempt to give to the industrial workers of the country a more fair wage return, prevent cut-throat competition and unduly long hours for labor, and at the same time to encourage each industry to prevent

over-production.

Our Railroad Bill falls into the same class because it seeks to provide and make certain definite planning by the railroads themselves, with the assistance of the government, to eliminate the duplication and waste that is now resulting in railroad receiverships and continuing operating deficits.

I am certain that the people of this country understand and approve the broad purposes behind these new governmental policies relating to agriculture and industry and transportation. We found ourselves faced with more agricultural products than we could possibly consume ourselves and surpluses which other nations did not have the cash to buy from us except at prices ruinously low. We have found our factories able to turn out more goods than we could possibly consume, and at the same time we were faced with a falling export demand. We found ourselves with more facilities to transport goods and crops than there were goods and crops to be transported. All of this has been caused in large part by a complete lack of planning

and a complete failure to understand the danger signals that have been flying ever since the close of the World War. The people of this country have been erroneously encouraged to believe that they could keep on increasing the output of farm and factory indefinitely and that some magician would find ways and means for that increased output to be consumed with reasonable profit to the producer.

Today we have reason to believe that things are a little better than they were two months ago.

Industry has picked up, railroads are carrying more freight, farm prices are better, but I am not going to indulge in issuing proclamations of over enthusiastic assurance. We cannot bally-ho ourselves back to prosperity. I am going to be honest at all times with the people of the country. I do not want the people of this country to take the foolish course of letting this improvement come back on another speculative wave. I do not want the people to believe that because of unjustified optimism we can resume the ruinous

practice of increasing our crop output and our factory output in the hope that a kind providence will find buyers at high prices. Such a course may bring us immediate and false prosperity, but it will be the kind of prosperity that will lead us into another tailspin.

It is wholly wrong to call the measure that we have taken government control of farming, control of industry, and control of transportation. It is rather a partnership between government and farming and industry and transportation, not partnership in profits, for the profits would still go to the citizens, but rather a partnership in planning and partnership to see that the plans are carried out.

Let me illustrate with an example. Take the cotton goods industry. It is probably true that 90 percent of the cotton manufacturers would agree to eliminate starvation wages, would agree to stop long hours of employment, would agree to stop child labor, would agree to prevent an overproduction that would result in unsalable surpluses. But what good is such an agreement if the other ten per cent of

cotton manufacturers pay starvation wages, require long hours, employ children in their mills, and turn out burdensome surpluses? The unfair 10 percent could produce goods so cheaply that the fair 90 percent would be compelled to meet the unfair conditions. Here is where government comes in. Government ought to have the right and will have the right, after surveying and planning for an industry to prevent, with the assistance of the overwhelming majority of that industry, unfair practice and to enforce this agreement by the authority of government. The so-called anti-trust laws were intended to prevent the creation of monopolies and to forbid unreasonable profits to those monopolies. That purpose of the anti-trust laws must be continued, but these laws were never intended to encourage the kind of unfair competition that results in long hours, starvation wages, and overproduction.

The same principle applies to farm products and to transportation and every other field of organized private industry.

We are working toward a definite goal, which is to prevent the return of conditions which came very close to destroying what we call modern civilization. The actual accomplishment of our purpose cannot be attained in a day. Our policies are wholly within purposes for which our American Constitutional government was established 150 years ago.

I know that the people of this country will understand this and will also understand the spirit in which we are undertaking this policy. I do not deny that we may make mistakes of procedure as we carry out the policy. I have no expectation of making a hit every time I come to bat. What I seek is the highest possible batting average, not only for myself but for the team. Theodore Roosevelt once said to me: “If I can be right 75 percent of the time I shall come up to the fullest measure of my hopes.” Much has been said of late about Federal finances and inflation, the gold standard, etcetera. Let me make the facts very simple and my policy very clear. In the first place, government credit and government currency are really one and the same thing. Behind government bonds there is only a promise to pay. Behind government

currency we have, in addition to the promise to pay, a reserve of gold and a small reserve of silver. In this connection it is worth while remembering that in the past the government has agreed to redeem nearly thirty billions of its debts and its currency in gold, and private corporations in this country have agreed to redeem another sixty or seventy billions of securities and mortgages in gold. The government and private corporations were making these agreements when they knew full well that all of the gold in the United States amounted to only between three and four billions and that all of the gold in all of the world amounted to only about eleven billions.

If the holders of these promises to pay started in to demand gold, the first comers would get gold for a few days and they would amount to about one twenty-fifth of the holders of the securities and the currency. The other twenty-four people out of twenty-five, who did not happen to be at the top of the line, would be told politely that there was no more gold left. We have decided to treat all twenty-five in the same way in the interest of justice and the

exercise of the constitutional powers of this government. We have placed every one on the same basis in order that the general good may be preserved.

Nevertheless, gold, and to a partial extent silver, are perfectly good bases for currency and that is why I decided not to let any of the gold now in the country go out of it.

A series of conditions arose three weeks ago which very readily might have meant, first, a drain on our gold by foreign countries, and secondly, as a result of that, a flight of American capital, in the form of gold, out of our country. It is not exaggerating the possibility to tell you that such an occurrence might well have taken from us the major part of our gold reserve and resulted in such a further weakening of our government and private credit as to bring on actual panic conditions and the complete stoppage of the wheels of industry.

The Administration has the definite objective of raising commodity prices to such an extent that those who have

borrowed money will, on the average, be able to repay that money in the same kind of dollar which they borrowed. We do not seek to let them get such a cheap dollar that they will be able to pay back a great deal less than they borrowed. In other words, we seek to correct a wrong and not to create another wrong in the opposite direction. That is why powers are being given to the Administration to provide, if necessary, for an enlargement of credit, in order to correct the existing wrong. These powers will be used when, as, and if it may be necessary to accomplish the purpose.

Hand-in-hand with the domestic situation which, of course, is our first concern, is the world situation, and I want to emphasize to you that the domestic situation is inevitably and deeply tied in with the conditions in all of the other nations of the world. In other words, we can get, in all probability, a fair measure of prosperity return in the United States, but it will not be permanent unless we get a return to prosperity all over the world.

In the conferences which we have held and

are holding with the leaders of other nations, we are seeking four great objectives. First, a general reduction of armaments and through this the removal of the fear of invasion and armed attack, and, at the same time, a reduction in armament costs, in order to help in the balancing of government budgets and the reduction of taxation.

Secondly, a cutting down of the trade barriers, in order to re-start the flow of exchange of crops and goods between nations. Third, the setting up of a stabilization of currencies, in order that trade can make contracts ahead. Fourth, the reestablishment of friendly relations and greater confidence between all nations.

Our foreign visitors these past three weeks have responded to these purposes in a very helpful way. All of the nations have suffered alike in this Great Depression. They have all reached the conclusion that each can best be helped by the common action of all. It is in this spirit that our visitors have met with us and discussed our common problems. The international conference that lies before us must succeed. The future of

the world demands it and we have each of us pledged ourselves to the best joint efforts to this end.

To you, the people of this country, all of us, the members of the Congress and the members of this Administration, owe a profound debt of gratitude. Throughout the Depression you have been patient. You have granted us wide powers, you have encouraged us with a widespread approval of our purposes. Every ounce of strength and every resource at our command we have devoted to the end of justifying your confidence. We are encouraged to believe that a wise and sensible beginning has been made. In the present spirit of mutual confidence and mutual encouragement we go forward.

LE PLAN DE REDRESSEMENT

Réflexions sur les Cent Jours

Franklin Delano Roosevelt

Le 24 juillet 1933

Où le président Roosevelt, après avoir mis les banques en banqueroute et en redressement judiciaire, après avoir repris le contrôle de la monnaie par les lois sur les métaux précieux et avoir rendu la prééminence au Congrès sur la Réserve Fédérale pour l'émission monétaire, explique sa politique de relance économique appuyée sur le développement de la consommation intérieure par la reflation monétaire dirigée vers de grands travaux, vers la réorganisation agricole et vers la relance industrielle - laquelle se fera principalement par le biais d'avancées sociales historiques qui inspireront plus tard Léon Blum.

De l'autre côté de l'atlantique, la terreur s'est installée en Allemagne, où le docteur Hjalmar Schacht, protégé du dirigeant de la banque d'Angleterre Montagu Norman, pilote la politique économique de Hitler et

du nouveau IIIème Reich en infligeant au peuple la disparition des libertés publiques, la destruction de la protection sociale, l'euthanasie, et en lançant l'industrie allemande dans la course aux armements (ce qui donnera une impression de relance temporaire) en vue de la seconde guerre mondiale.

Ainsi, Franklin Delano Roosevelt démontre en 1933 par les premières réussite du New Deal que les politiques d'austérité sont des impasses, alors qu'en Europe s'installent les fascismes nécessaires au durcissement de l'austérité déflationniste exigée par les maîtres britanniques de l'étalon-or et mis en oeuvre par les banques centrales européennes et par les complices de l'Empire dans les nations.

Bref, la BCE et les dictatures financières qui viennent de s'installer en Grèce, en Italie et bientôt sur la péninsule ibérique, voire en France, suivent ou vont suivre, toutes, la voie qui mena dans les années trente au fascisme économique génocidaire et à la guerre d'extermination - qui n'est que la perfection de la politique d'austérité réclamée par l'Empire en faillite.

Il est temps, pour la France, Pour l'Europe, que se prépare et s'organise une union résistante des patriotes, prête à en découdre et à battre en brèche la menace existentielle qui est déjà à notre porte, et qui provient, comme en 1907, comme en 1929, du même ventre : la City de Londres et son empire financier.

« Depuis l'ajournement de la session extraordinaire du Congrès, session historique, il y a de cela cinq semaines, je me suis abstenu de propos délibéré de m'adresser à vous pour deux excellentes raisons :

« Tout d'abord, je pense que nous désirions tous réfléchir à notre aise pour examiner et nous assimiler, par l'esprit, les événements multiples des cent journées qui avaient été consacrées à donner le branle au fonctionnement du « New Deal ».

« En deuxième lieu, j'avais besoin de quelques semaines pour organiser la nouvelle machine administrative et pour voir les premiers fruits de notre plan mûrement réfléchi.

« Je crois que cela vous intéressera de m'entendre exposer les principes fondamentaux de mon plan de restauration nationale, afin que vous puissiez vous convaincre que tous les projets et toutes les mesures législatives adoptés depuis le 4 mars, loin d'être une collection de projets hasardeux, prennent place chacun dans un ensemble cohérent et logique.

« Longtemps avant le jour de l'inauguration, j'avais acquis la conviction que tout effort individuel, local et même fédéral s'il n'était pas coordonné avec les autres, avait échoué et échouerait nécessairement et que, par conséquent, un vaste programme dirigé par le gouvernement fédéral, s'imposait dans la pratique comme dans la théorie. Il fallait avant tout maintenir et fortifier le crédit du gouvernement des Etats-Unis, condition sine qua non du succès de cette politique. Depuis des années, le gouvernement n'avait pu vivre de ses revenus. Nous devions donc ramener immédiatement les dépenses gouvernementales aux limites de ses ressources. C'est ce qu'on a fait.

« Il peut paraître peu sérieux qu'un gouvernement réduise ses dépenses ordinaires et en même temps prête et dépense des milliards pour l'exécution de mesures exceptionnelles. Mais il n'y a là aucune contradiction, car une grande partie de cet argent a été fourni par de solides emprunts qui seront remboursés au Trésor au cours d'une période de plusieurs années, et pour couvrir le restant de cet argent, nous avons levé des impôts qui paieront les intérêts et rembourseront le capital par fractions.

« Vous pouvez voir ainsi que nous avons conservé notre crédit intact. Nous avons jeté des fondations de granit en une période de confusion. Le crédit fédéral s'appuie sur une base vaste et sûre. Sur elle repose tout le plan de redressement national.

« Une autre partie du plan concernait le crédit des particuliers. Vous connaissez aussi bien que moi la crise bancaire et le grand danger qui menaçait les épargnes de nos citoyens. Le 6 mars, toutes les banques nationales étaient fermées. Un

mois plus tard les déposants pouvaient disposer des quatre-vingt-dix pour cent des dépôts effectués dans les banques nationales. Aujourd'hui cinq pour cent seulement des dépôts dans les banques nationales restent gelés. La situation des banques d'Etat, bien qu'elle ne repose pas sur un pourcentage tout à fait aussi bon, montre cependant une réduction continuelle des crédits gelés. La situation est bien meilleure qu'on ne pouvait l'espérer, il y a trois mois.

« Le problème du crédit des individus était beaucoup plus difficile, du fait d'une monnaie mal adaptée: le dollar n'avait plus la même valeur qu'au moment où ils avaient contractés leurs dettes. Aussi un nombre considérable de gens perdaient-ils la possession de leurs fermes et de leurs immeubles, ainsi que tout droit sur ces biens. Vous connaissez tous les mesures financières qui ont été prises pour remédier à ce défaut d'adaptation. Outre la loi de prêt sur les immeubles, on adopta les lois sur l'emprunt agricole et la banqueroute.

« Ce fut une nécessité vitale de rétablir

le pouvoir d'achat par la réduction du fardeau des dettes et des intérêts qui pesait sur nos concitoyens; mais, tandis que nous aidions le peuple à sauver son crédit, il n'était pas moins essentiel, en même temps, de subvenir aux besoins de centaines de milliers de personnes qui, à ce moment même, étaient dans la pire détresse. L'Etat et les municipalités étaient sur le point de cesser leur secours. Nous votâmes pour les aider un budget d'un demi-milliard de dollars; en outre, comme vous le savez, le programme de reboisement, les mesures préventives contre les inondations et l'érosion du sol ont donné un travail pratique et utile à trois cent mille jeunes gens. Les salaires qu'ils gagnent, servent en grande partie à venir en aide à près d'un million de personnes qui constituent leurs familles.

Dans la même catégorie, nous pouvons ranger à bon droit le grand programme de travaux publics pour lequel on a avancé plus de trois milliards de dollars. Il nous faut insister sur deux points qui concernent l'exécution de ces projets — en premier lieu, nous apporterons toute notre attention à choisir un travail fécond, d'une portée immédiate, des projets utiles, qui ne

sentent pas la cuisine électorale; en second lieu, nous espérons que, grâce à ces projets qui après quelques années rapporteront par eux-mêmes, plus de la moitié de cet argent rentrera dans les caisses du gouvernement.

« Jusqu'ici j'ai parlé des fondations, des mesures indispensables pour rétablir le crédit, pour orienter le peuple dans une nouvelle direction, en secourant les individus en détresse et en leur donnant, grâce à une action gouvernementale, le plus de travail possible.

« Maintenant, j'en viens aux mesures prises pour orienter définitivement le pays vers la prospérité. J'ai affirmé que nous ne pourrons y arriver dans un pays où une partie des habitants vit dans le luxe, et l'autre dans la misère. Si tous nos concitoyens ont du travail, des salaires et des bénéfices justes, ils pourront acheter les produits de leurs voisins, et les affaires marcheront. Mais si vous enlevez les salaires et les bénéfices à la moitié d'entre eux, l'affaire ne marchera qu'à moitié. Peu importe qu'une partie soit très prospère: ce

qu'il faut c'est une prospérité raisonnable pour chacun.

« Depuis beaucoup d'années, les deux grandes barrières qui s'opposent à une prospérité normale, sont la dépréciation des produits agricoles et le chômage qui paralyse la nation. Ces deux maux ont réduit de moitié le pouvoir d'achat du pays. J'ai promis de prendre des mesures. Le Congrès a pris sa part, lorsqu'il a voté le « Farm Act » (loi agricole) et l'« Industrial Recovery Act » (loi de redressement industriel). Aujourd'hui nous mettons ces deux lois à pied d'oeuvre : elles produiront des résultats si le peuple comprend clairement les objectifs qu'elles s'assignent.

« En premier lieu le « Farm Act »: il se base sur le fait que le pouvoir d'achat de près de la moitié de notre population dépend du juste prix des produits agricoles. Nous avons eu des produits en beaucoup plus grand nombre que nous n'en consommons ou pouvons en écouler sur un marché mondial effondré. Pour remédier à cette situation, il faut réduire la production. Sans notre aide les fermiers ne peuvent s'entendre pour la réduire. Le «

Farm Bill » (loi d'aide aux fermiers) leur donne un système qui leur permettra de ramener leur production à un niveau raisonnable et d'obtenir des prix raisonnables pour leurs récoltes. Je n'ai pas contesté le caractère expérimental de ces mesures mais jusqu'ici nous avons raison de croire qu'elles produiront de bons résultats.

« II est évident que, si nous pouvons augmenter sensiblement le pouvoir d'achat de dizaines de millions de nos concitoyens qui vivent du fermage et de la répartition des produits agricoles, nous augmenterons considérablement la vente des produits industriels.

« Cela me permet d'en venir à la mesure finale, qui ramènera l'industrie dans des voies saines.

« L'automne dernier, à plusieurs reprises, j'ai affirmé avec force que, si l'industrie suit une discipline démocratique librement consentie, la réduction des heures de travail et l'augmentation des

salaires permettront aux ouvriers d'acheter le produit de leur travail et de s'en servir. Cela ne peut se faire que si nous permettons et si nous encourageons une action de coopération entre industriels car il est évident que, sans une unité d'action, un petit nombre d'hommes égoïstes, dans tout groupe rival, payera des salaires de famine et exigera de longues heures de travail. Les autres ne pourront que les suivre ou fermer boutique. Nous avons vu les résultats de cette politique qui, depuis quatre ans, nous a entraînés de plus en plus vers l'enfer économique.

« Il y a un moyen sûr de renverser cette situation: Si tous les patrons, dans tous les groupes rivaux, consentent à payer à leurs ouvriers les mêmes salaires — des salaires raisonnables — et s'ils exigent le même nombre d'heures — un nombre raisonnable — alors l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail ne léseront aucun patron. En outre cette situation est préférable pour le patron au chômage et à des bas salaires, car elle augmente le nombre d'acheteurs de ses produits C'est cette idée si simple qui est à la base du programme de restauration nationale.

« C'est sur cette idée de collaboration, que nous entreprîmes la lutte contre le chômage. Elle réussira si dans les grandes industries, dans les petites boutiques, dans les grandes villes et les petits villages, on en comprend la nécessité. Il n'y a là rien de compliqué ni de particulièrement nouveau. Cette idée n'est que l'application du principe général suivant lequel dans une société ou dans une nation, des individus groupés peuvent réaliser ce qu'aucun individu agissant en isolé ne pourrait même espérer d'exécuter.

« Voici un exemple. Nous avons constaté dans le code de l'industrie cotonnière et dans d'autres accords déjà signés, l'abolition du travail des enfants. Je me sens personnellement plus heureux de ce résultat que de tous les autres que j'ai obtenus depuis mon arrivée à Washington. Dans l'industrie textile — industrie dont les membres m'offrirent spontanément leur concours dans un geste magnifique dès que la loi de redressement industriel fut signée — le travail des enfants était un de ces maux qui existait depuis de longues années. Mais aucun patron agissant seul, n'avait pu le faire disparaître. Si un patron

ou si un Etat s'y attaquait, les frais que représentait cet effort atteignaient un chiffre si considérable qu'il devenait impossible de rivaliser avec les patrons ou les Etats qui n'avaient pas participé à cette tentative. Il a suffi de cette loi de redressement industriel pour abolir cette chose monstrueuse. Si je vous cite cet exemple, ce n'est pas pour en tirer vanité mais pour vous mettre sur la voie d'efforts même plus grands de collaboration que vous aurez à tenter cet hiver et cet automne.

« Nous ne devons pas traverser un autre hiver semblable à celui que nous venons de passer. Je ne crois pas qu'un peuple ait jamais supporté avec tant de courage et tant de bonne humeur une saison même à moitié aussi dure. Nous ne pouvons pas demander à l'Amérique de continuer à souffrir de telles misères. Le moment est venu d'entreprendre une action courageuse. La loi sur le redressement industriel nous donne le moyen de vaincre le chômage avec les armes mêmes que nous avons utilisées pour abolir le travail des enfants.

« Nous avons envoyé à tous les patrons un projet d'accord qui est le résultat de plusieurs semaines de délibérations. Il s'oppose à presque tous les codes précédents des grandes industries. Ce code passe-partout a reçu l'approbation unanime des trois comités que j'ai chargés de l'étudier, comités qui représentent les grands chefs de l'industrie, du travail et des services sociaux. De tous les Etats, affluent des marques d'approbation, ainsi que d'un si grand nombre d'industriels que je puis assurer qu'il convient à tous. C'est un plan — mûrement réfléchi, raisonnable et juste — qui a pour but de mettre immédiatement en oeuvre les plus importants des principes généraux que les codes établissent d'industrie à industrie. Naturellement, il faudra bien du travail d'organisation, bon nombre de séances et de mois avant d'achever et de signer ces codes; d'autre part, nous ne pouvons attendre la mise en oeuvre de tous ces codes. Toutefois le projet que j'envoie à tous les patrons, permettra la mise en marche du programme non pas dans six mois, mais dès maintenant.

« II y a évidemment un petit nombre de

gens, qui pourraient, dans un but égoïste, s'opposer à ce grand plan d'intérêt général. La loi, dans ce cas, prévoit des sanctions. Mais maintenant, je fais appel à la coopération des esprits et des coeurs. Ce sont les seuls instruments que nous emploierons cet été dans notre grande offensive contre le chômage. Mais nous les emploierons jusqu'à l'extrême limite pour protéger contre les obstructionnistes ceux qui adhèrent au plan.

« En temps de guerre, dans l'obscurité des attaques de nuit, les soldats portent à l'épaule un insigne brillant qui empêche leurs camarades de faire feu sur eux. De même ceux qui coopèrent à notre programme doivent se reconnaître à un simple coup d'oeil. Voilà pourquoi nous avons songé à un insigne d'honneur, un simple dessin portant la devise: « Nous prenons notre part ». Je demande à tous ceux qui se joignent à moi d'étaler bien en vue cet insigne. C'est essentiel à notre dessein.

« Déjà toutes les grandes industries m'ont proposé des codes qui souscrivent aux principes tendant à la reprise massive

du travail. Mais quelque importante que soit cette manifestation de sympathie, le terrain le plus propice pour obtenir des résultats se trouve parmi ces petits patrons qui emploient de une à dix personnes. Ces petits employeurs sont en effet une partie vitale, la moelle du pays; le succès de nos plans repose en grande partie entre leurs mains.

« Déjà les télégrammes et les lettres affluent à la Maison Blanche — messages de patrons qui demandent qu'on inscrive leurs noms sur le tableau d'honneur. Ils représentent de grandes sociétés, compagnies, corporations et des individus. J'invite tous les employeurs qui ne l’ont pas encore fait, à m'envoyer ou me télégraphier personnellement à la Maison Blanche, et ce sans délai, leur adhésion à mon plan. Je veux faire afficher dans chaque bureau de poste de chaque ville un tableau d'honneur portant les noms de ceux qui se joindront à moi.

« Je désire profiter de cette occasion pour dire aux vingt-quatre gouverneurs qui sont maintenant réunis en conférence à

San-Francisco que, plus que toute autre mesure, le message unanime qu'ils ont adopté au début de la conférence et dans lequel ils promettent l'appui immédiat de leur Etat, a profondément encouragé ce grand mouvement.

« Aux hommes et aux femmes dont la crainte du chômage assombrissait les jours, je puis maintenant adresser une parole d'encouragement, car les codes et les accords qui ont déjà été approuvés ou qui vont être adoptés, amèneront l'augmentation des salaires et remettront le peuple au travail. Tout patron qui adopte le plan remplit, croyez-le, son rôle, et mérite bien de quiconque travaille pour vivre. Vous comprendrez tout comme moi que si un patron refuse de suivre ce plan et vend ses produits à plus bas prix que son concurrent, c'est au détriment de la prospérité du pays, qu'il réalise cette économie.

« Lorsque mourut Andrew Jackson, quelqu'un demanda: « au ciel? » et l'on répondit: « II ira s'il le veut ». Si l'on me demande si le peuple américain parviendra à sortir de la crise, je répondrai: « Oui, s'il

le veut ». L'essence du plan est la limitation de la semaine de travail par un accord général et le payement d'un salaire juste par un accord général également. Je ne puis garantir le succès de ce plan national, mais le peuple peut le garantir. Je ne crois pas aux remèdes universels mais je crois pouvoir exercer une forte influence sur les forces économiques. Je n'ai aucune sympathie pour les économistes professionnels qui veulent laisser les choses suivre leur cours, et qui prétendent que l'homme ne peut rien faire contre les maux économiques, parce qu'ils ont changé tous les cinq ou dix ans leurs théories sur les lois économiques, mais j'ai gardé ma foi dans la force de l'intérêt commun et dans la force de l'action unifiée du peuple américain.

« Voilà pourquoi je vous expose le but et les idées qui sont à la base de notre programme de restauration nationale. Voilà pourquoi je prie les patrons de la nation de signer avec moi cette charte commune — de la signer au nom du patriotisme et de l'humanité. Voilà pourquoi je demande aux travailleurs de collaborer avec nous dans un esprit d'entente et d'aide mutuelle. »

FRANKLIN DELANO ROOSEVELT, 24 JUILLET 1933

(Traduction de Pierre Dutray, extraite de l'ouvrage "Sur la bonne voie (On Our Way)" de F.D.R., 1934, éditions Denoël et Steele)

En anglais

After the adjournment of the historical special session of the Congress five weeks ago I purposely refrained from addressing you for two very good reasons.

First, I think that we all wanted the opportunity of a little quiet thought to examine and assimilate in a mental picture the crowding events of the hundred days which had been devoted to the starting of the wheels of the New Deal.

Secondly, I wanted a few weeks in which to set up the new administrative organization and to see the first fruits of our careful planning.

I think it will interest you if I set forth the fundamentals of this planning for national recovery; and this I am very certain will make it abundantly clear to you that all of the proposals and all of the legislation since the fourth day of March have not been just a collection of haphazard schemes but rather the orderly component parts of a connected and logical whole.

Long before Inauguration Day I became convinced that individual effort and local effort and even disjointed Federal effort had failed and of necessity would fail and, therefore, that a rounded leadership by the Federal Government had become a necessity both of theory and of fact. Such leadership, however, had its beginning in preserving and strengthening the credit of the United States Government, because without that no leadership was a possibility. For years the Government had not lived within its income. The immediate task was to bring our regular expenses within our revenues. That has been done. It may seem inconsistent for a government to cut down its regular expenses and at the same time to borrow and to spend billions for an emergency. But it is not inconsistent

because a large portion of the emergency money has been paid out in the form of sound loans which will be repaid to the Treasury over a period of years; and to cover the rest of the emergency money we have imposed taxes to pay the interest and the installments on that part of the debt.

So you will see that we have kept our credit good. We have built a granite foundation in a period of confusion. That foundation of the Federal credit stands there broad and sure. It is the base of the whole recovery plan.

Then came the part of the problem that concerned the credit of the individual citizens themselves. You and I know of the banking crisis and of the great danger to the savings of our people. On March sixth every national bank was closed. One month later 90 per cent of the deposits in the national banks had been made available to the depositors. Today only about 5 per cent of the deposits in national banks are still tied up. The condition relating to state banks, while not quite so good on a percentage basis, is shoving a steady

reduction in the total of frozen deposits -- a result much better than we had expected three months ago.

The problem of the credit of the individual was made more difficult because of another fact. The dollar was a different dollar from the one with which the average debt had been incurred. For this reason large numbers of people were actually losing possession of and title to their farms and homes. All of you know the financial steps which have been taken to correct this inequality. In addition the Home Loan Act, the Farm Loan Act and the Bankruptcy Act were passed.

It was a vital necessity to restore purchasing power by reducing the debt and interest charges upon our people, but while we were helping people to save their credit it was at the same time absolutely essential to do something about the physical needs of hundreds of thousands who were in dire straits at that very moment. Municipal and State aid were being stretched to the limit. We appropriated half a billion dollars to supplement their efforts and in addition, as

you know, we have put 300,000 young men into practical and useful work in our forests and to prevent flood and soil erosion. The wages they earn are going in greater part to the support of the nearly one million people who constitute their families.

In this same classification we can properly place the great public works program running to a total of over Three Billion Dollars -- to be used for highways and ships and flood prevention and inland navigation and thousands of self-sustaining state and municipal improvements. Two points should be made clear in the allotting and administration of these projects -- first, we are using the utmost care to choose labor creating quick-acting, useful projects, avoiding the smell of the pork barrel; and secondly, we are hoping that at least half of the money will come back to the government from projects which will pay for themselves over a period of years.

Thus far I have spoken primarily of the foundation stones -- the measures that were necessary to re-establish credit and

to head people in the opposite direction by preventing distress and providing as much work as possible through governmental agencies. Now I come to the links which will build us a more lasting prosperity. I have said that we cannot attain that in a nation half boom and half broke. If all of our people have work and fair wages and fair profits, they can buy the products of their neighbors and business is good. But if you take away the wages and the profits of half of them, business is only half as good. It doesn't help much if the fortunate half is very prosperous -- the best way is for everybody to be reasonably prosperous.

For many years the two great barriers to a normal prosperity have been low farm prices and the creeping paralysis of unemployment. These factors have cut the purchasing power of the country in half. I promised action. Congress did its part when it passed the farm and the industrial recovery acts. Today we are putting these two acts to work and they will work if people understand their plain objectives.

First, the Farm Act: It is based on the fact that the purchasing power of nearly half

our population depends on adequate prices for farm products. We have been producing more of some crops than we consume or can sell in a depressed world market. The cure is not to produce so much. Without our help the farmers cannot get together and cut production, and the Farm Bill gives them a method of bringing their production down to a reasonable level and of obtaining reasonable prices for their crops. I have clearly stated that this method is in a sense experimental, but so far as we have gone we have reason to believe that it will produce good results.

It is obvious that if we can greatly increase the purchasing power of the tens of millions of our people who make a living from farming and the distribution of farm crops, we will greatly increase the consumption of those goods which are turned out by industry.

That brings me to the final step -- bringing back industry along sound lines.

Last Autumn, on several occasions, I

expressed my faith that we can make possible by democratic self-discipline in industry general increases in wages and shortening of hours sufficient to enable industry to pay its own workers enough to let those workers buy and use the things that their labor produces. This can be done only if we permit and encourage cooperative action in industry because it is obvious that without united action a few selfish men in each competitive group will pay starvation wages and insist on long hours of work. Others in that group must either follow suit or close up shop. We have seen the result of action of that kind in the continuing descent into the economic Hell of the past four years.

There is a clear way to reverse that process: If all employers in each competitive group agree to pay their workers the same wages -- reasonable wages -- and require the same hours -- reasonable hours -- then higher wages and shorter hours will hurt no employer. Moreover, such action is better for the employer than unemployment and low wages, because it makes more buyers for his product. That is the simple idea which is the very heart of the Industrial Recovery

Act.

On the basis of this simple principle of everybody doing things together, we are starting out on this nationwide attack on unemployment. It will succeed if our people understand it -- in the big industries, in the little shops, in the great cities and in the small villages. There is nothing complicated about it and there is nothing particularly new in the principle. It goes back to the basic idea of society and of the nation itself that people acting in a group can accomplish things which no individual acting alone could even hope to bring about.

Here is an example. In the Cotton Textile Code and in other agreements already signed, child labor has been abolished. That makes me personally happier than any other one thing with which I have been connected since I came to Washington. In the textile industry -- an industry which came to me spontaneously and with a splendid cooperation as soon as the recovery act was signed, -- child labor was an old evil. But no employer acting alone

was able to wipe it out. If one employer tried it, or if one state tried it, the costs of operation rose so high that it was impossible to compete with the employers or states which had failed to act. The moment the Recovery Act was passed, this monstrous thing which neither opinion nor law could reach through years of effort went out in a flash. As a British editorial put it, we did more under a Code in one day than they in England had been able to do under the common law in eighty-five years of effort. I use this incident, my friends, not to boast of what has already been done but to point the way to you for even greater cooperative efforts this Summer and Autumn.

We are not going through another Winter like the last. I doubt if ever any people so bravely and cheerfully endured a season half so bitter. We cannot ask America to continue to face such needless hardships. It is time for courageous action, and the Recovery Bill gives us the means to conquer unemployment with exactly the same weapon that we have used to strike down Child Labor.

The proposition is simply this:

If all employers will act together to shorten hours and raise wages we can put people back to work. No employer will suffer, because the relative level of competitive cost will advance by the same amount for all. But if any considerable group should lag or shirk, this great opportunity will pass us by and we will go into another desperate Winter. This must not happen.

We have sent out to all employers an agreement which is the result of weeks of consultation. This agreement checks against the voluntary codes of nearly all the large industries which have already been submitted. This blanket agreement carries the unanimous approval of the three boards which I have appointed to advise in this, boards representing the great leaders in labor, in industry and in social service. The agreement has already brought a flood of approval from every State, and from so wide a cross-section of the common calling of industry that I know it is fair for all. It is a plan --deliberate, reasonable and just -- intended to put into

effect at once the most important of the broad principles which are being established, industry by industry, through codes. Naturally, it takes a good deal of organizing and a great many hearings and many months, to get these codes perfected and signed, and we cannot wait for all of them to go through. The blanket agreements, however, which I am sending to every employer will start the wheels turning now, and not six months from now.

There are, of course, men, a few of them who might thwart this great common purpose by seeking selfish advantage. There are adequate penalties in the law, but I am now asking the cooperation that comes from opinion and from conscience. These are the only instruments we shall use in this great summer offensive against unemployment. But we shall use them to the limit to protect the willing from the laggard and to make the plan succeed.

In war, in the gloom of night attack, soldiers wear a bright badge on their shoulders to be sure that comrades do not fire on comrades. On that principle, those who cooperate in this program must know

each other at a glance. That is why we have provided a badge of honor for this purpose, a simple design with a legend. "We do our part," and I ask that all those who join with me shall display that badge prominently. It is essential to our purpose.

Already all the great, basic industries have come forward willingly with proposed codes, and in these codes they accept the principles leading to mass reemployment. But, important as is this heartening demonstration, the richest field for results is among the small employers, those whose contribution will give new work for from one to ten people. These smaller employers are indeed a vital part of the backbone of the country, and the success of our plans lies largely in their hands.

Already the telegrams and letters are pouring into the White House --messages from employers who ask that their names be placed on this special RolI of Honor. They represent great corporations and companies, and partnerships and individuals. I ask that even before the dates set in the agreements which we have

sent out, the employers of the country who have not already done so -- the big fellows and the little fellows -- shall at once write or telegraph to me personally at the White House, expressing their intention of going through with the plan. And it is my purpose to keep posted in the post office of every town, a Roll of Honor of all those who join with me.

I want to take this occasion to say to the twenty-four governors who are now in conference in San Francisco, that nothing thus far has helped in strengthening this great movement more than their resolutions adopted at the very outset of their meeting, giving this plan their instant and unanimous approval, and pledging to support it in their states.

To the men and women whose lives have been darkened by the fact or the fear of unemployment, I am justified in saying a word of encouragement because the codes and the agreements already approved, or about to be passed upon, prove that the plan does raise wages, and that it does put people back to work. You can look on every employer who adopts the plan as one who

is doing his part, and those employers deserve well of everyone who works for a living. It will be clear to you, as it is to me, that while the shirking employer may undersell his competitor, the saving he thus makes is made at the expense of his country's welfare.

While we are making this great common effort there should be no discord and dispute. This is no time to cavil or to question the standard set by this universal agreement. It is time for patience and understanding and cooperation. The workers of this country have rights under this law which cannot be taken from them, and nobody will be permitted to whittle them away, but, on the other hand, no aggression is now necessary to attain those rights. The whole country will be united to get them for you. The principle that applies to the employers applies to the workers as well, and I ask you workers to cooperate in the same spirit.

When Andrew Jackson, "Old Hickory," died, someone asked, "Will he go to Heaven?" and the answer was, "He will if he wants

to." If I am asked whether the American people will pull themselves out of this depression, I answer, " They will if they want to." The essence of the plan is a universal limitation of hours of work per week for any individual by common consent, and a universal payment of wages above a minimum, also by common consent. I cannot guarantee the success of this nationwide plan, but the people of this country can guarantee its success. I have no faith in "cure-alls" but I believe that we can greatly influence economic forces. I have no sympathy with the professional economists who insist that things must run their course and that human agencies can have no influence on economic ills. One reason is that I happen to know that professional economists have changed their definition of economic laws every five or ten years for a very long time, but I do have faith, and retain faith, in the strength of common purpose, and in the strength of unified action taken by the American people.

That is why I am describing to you the simple purposes and the solid foundations upon which our program of recovery is built. That is why I am asking the

employers of the Nation to sign this common covenant with me -- to sign it in the name of patriotism and humanity. That is why I am asking the workers to go along with us in a spirit of understanding and of helpfulness.

CONTRE LES HOLDINGS

Discours de roosevelt

"Les compagnies Holdings ont été la cause de maux très graves qui doivent disparaître, si nous voulons avancer dans les différentes branches de l'activité commerciale. La forme de la Compagnie Holding est telle qu'elle se prête aux combinaisons secrètes, frauduleuses et aux mauvaises gestions. Elle est, en principe, une super-société, artificielle, destinée à donner une consigne commune à des affaires plus ou moins apparentées. Certaines remplissent ces conditions, honnêtement et avec profit pour tous ceux qui y participent; malheureusement, les tentations sont trop grandes et d'autres abusent de la concentration de pouvoirs financiers entre les mains de quelques individus, pour servir des intérêts purement égoïstes.

Ces compagnies avaient été créées par des groupes entreprenants, elles donnaient un pouvoir plus étendu d'administration, facilitaient les combinaisons de vente ou de financement entre les sociétés, rendaient facile l'écoulement des valeurs. Le public

fut pris au mirage et confondit grandeur avec honnêteté.

Dans le passé, les besoins urgents de notre industrie pouvaient justifier la création des compagnies holding, mais les irrégularités insolentes et les pertes gigantesques qui se sont produites, appellent un contrôle serré.

Auparavant, les grandes industries étaient dirigées par leurs propriétaires. Aujourd'hui, il en est autrement ; les actions des sociétés sont entre les mains du public qui ne manifeste pas la moindre curiosité de connaître les usines ou les bureaux des affaires dans lesquelles il a investi ses capitaux. Il n'a aucun sentiment de la fierté que donne le sens de la propriété ou de l'association dans une entreprise dont les produits sont les fruits de son travail et de son intelligence. Le contrôle est dans des mains anonymes, et souvent même, assuré par une autre société détenant la majorité des actions.

Quand les affaires se développèrent au point de ne pouvoir être administrées par un seul individu, les Conseils d'administration considérèrent les intérêts qu'ils géraient comme autant de gages avec lesquels ils pouvaient spéculer; ils

devinrent trop souvent le fief de quelques puissants seigneurs, dans lequel le petit actionnaire n’avait pas droit au chapitre. On oublia qu’un porteur de dix actions possédait le droit de demander une gestion efficace et honnête autant que le porteur de mille titres.

Des ressources plus vastes étant nécessaires, les banquiers en profitèrent; de nombreux financiers sans scrupule ne s’occupèrent que de la vente des titres sans s'inquiéter de la marche des sociétés. Plus ils vendaient, plus ils gagnaient; malgré cela, ils inventaient des procédés et des excuses pour des lancements toujours nouveaux.

La tragédie et la désillusion d’aujourd'hui sont la conséquence inévitable de ce contrôle conjoint par le monde des affaires la finance ; les résultats que nous voyons n’auraient pas eu lieu sans cette collusion qui a annihilé toute moralité, en respectant, peut-être, la lettre de la loi. La Commission fédérale de l’industrie peut fournir avec une évidence incontestable des faits, des chiffres, des cas précis de vols, de renseignements erronés, de corruption et d'abus de ventes de titres. Des directeurs sans conscience, signaient des contrats illégaux pour leur profit, beaucoup

plus que pour celui de la Société qui, grassement, les payait, recevaient des émoluments fantastiques pour des soi-disant services rendus à titre d'experts, avaient pour principe de cacher ce qui se passait à l'intérieur de leur Société. Comptes truqués, dissimulation d'actifs, confusion délibérément créée par d'innombrables accords entre compagnies, enquêtes arrêtées au de procédés retors, mais légaux, ne sont qu'une partie des abus qu'on peut leur reprocher.

Quel recours pouvait avoir le petit actionnaire, même s'il avait connaissance de ces trafics?

Si, au nom de la morale, on demandait à ces gens-là : « Que pense votre conscience de ces procédés ? », ils répondraient : « l'essentiel pour nous est de ne pas contrevenir à la loi» ou bien « Combien de temps avons-nous encore pour continuer ces opérations ? » Ainsi, ces compagnies holding, qui affectaient par leurs manœuvres le bien-être et le bonheur de milliers d'hommes et de femmes, étaient le plus souvent conduites et inspirées par des considérations les plus viles. Nous devons, en conséquence, faire la lumière sur ces agissements pour que, une fois le public au

courant, de telles irrégularités ne puissent plus se produire.

Nous devons avoir un système uniforme de comptabilité.

Les actionnaires, dûment représentés, doivent avoir le droit, à tout moment, d'examiner la copie des délibérations du Conseil, les contrats de chaque Compagnie avec ses directeurs ou administrateurs ou avec d'autres compagnies. Les noms de chaque actionnaire avec le nombre d'actions possédées par lui, doit pouvoir être connu. Les irrégularités cesseraient automatiquement si les directeurs savaient qu'ils sont surveillés.

Les exploitations financières, sans frein ni contrôle, ont été une des causes principales de la tragique condition ou nous nous trouvons. Les consolidations, les fusions inutiles ont jeté des milliers de gens dans la rue. Le public est en droit d'avoir confiance dans les méthodes et dans les hommes qui manient les capitaux. Nous sommes à même de la lui redonner, en nettoyant la maison et en la tenant propre.

Au risque de me répéter, j’aimerais exprimer ce que j'ai déjà à dit : « Si nous devons restreindre les opérations du spéculateur, du manipulateur et du

financier, c'est pour protéger l'individualisme et non pour l'entraver. » Ceux qui assurent le contrôle des grandes combinaisons industrielles et financières, doivent donner satisfaction aux exigences du public. Ils n'ont pas voulu être des hommes d'affaires, mais des « princes de la propriété ». Nous rappellerons qu'ils doivent assumer avec compétence les responsabilités inhérentes à leur position, travailler pour le bien commun et non pour eux-mêmes. Ils doivent à l'occasion sacrifier leur propre intérêt pour le bénéfice tous.

C'est alors que le Gouvernement entre en jeu. Quand le « requin », le concurrent sans moralité, le lanceur d'affaires sans pondération, un Ishmael ou un Insull refusent de se plier aux méthodes saines qui assurent le bien-être des masses et menacent de conduire l'industrie à l'anarchie, le Gouvernement doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser cet état de choses".

L'âme et la foi d'un pays

Voici un très beau discours de Franklin Delano Roosevelt. Ceux, qui comme moi, n'ont connu que Mitterrand et Chirac ont du mal à imaginer qu'il n'y a pas si longtemps des hommes politiques courageux prononçaient des discours qui avaient du sens et qui pouvaient inspirer. C'est pourquoi je tente sur ce blog de publier régulièrement des discours de grands hommes politiques. Il est encore temps de découvrir et de s'inspirer de Jaurès, de Gaulle, Mendes, Roosevelt, Luther King, Lumumba ou même Lincoln... non?

DISCOURS DE ROOSEVELT

A chaque jour inaugural depuis 1789 le peuple a retrouvé son esprit de sacrifice envers les Etats-Unis.

Au Jour Inaugural de Washington, le devoir du peuple était de créer une nation et de s'unifier.

Au Jour Inaugural de Lincoln, le devoir du peuple était de sauver l'unité de la nation d'un péril intérieur.

En ce jour, le devoir du peuple est de sauver l'unité de la nation et ses institutions d'un péril extérieur.

Le moment est venu pour nous de nous arrêter un instant au milieu du cours rapide des événements et de faire notre bilan, nous rappeler quelle a été notre place dans l'histoire, redécouvrir ce que nous sommes et ce que nous pouvons être. Si nous ne le faisons pas, nous courrons le réel péril de l'inaction.

La vie des nations n'est pas déterminée par le nombre des années, mais par la vitalité de l'esprit humain. La vie d'un homme est

de 70 ans, un peu plus, un peu moins. La vie d'une nation est la force de sa volonté à vivre.

Il y a des hommes qui en doutent. Il y a des hommes qui croient que la démocratie comme forme de gouvernement et comme forme de vie est limitée ou mesurée par une sorte de destin secret et artificiel, -que, pour une raison inexpliquée, la tyrannie et l'esclavage sont la vague montante de l'avenir - et que la liberté est une marée descendante.

Mais nous, Américains, savons que ce n'est pas vrai.

Il y a huit ans, quand la vie de cette République semblait paralysée par une terreur mortelle, nous avons prouvé que cela n'était pas vrai. Nous étions dans l'étourdissement d'un choc, mais nous avons agi. Nous avons agi vite, avec audace, et d'une manière décisive.

Ces dernières années ont été des années actives, des années fructueuses, pour le peuple de cette démocratie, car elles nous ont apporté une plus grande sécurité, et, je l'espère, une meilleure compréhension de ce que les buts de la vie ne peuvent s'évaluer en mesures matérielles.

Cette expérience d'une démocratie qui a

survécu à une crise intérieure, qui a rejeté bien des choses mauvaises, qui a construit de nouveaux cadres sur des plans durables, et qui, à travers tout cela, a maintenu la démocratie, est absolument vitale pour notre présent et notre avenir.

En effet, tout a été fait dans le cadre de la séparation des trois pouvoirs de la Constitution des Etats-Unis. Les branches coordonnées du Gouvernement continuent à fonctionner librement; la Déclaration des Droits demeure inviolée. La liberté du vote est complètement maintenue. Les prophètes du déclin de la démocratie ont vu leurs sinistres prédictions réduites à néant.

La démocratie n'agonise pas. Nous le savons, car nous l'avons vue renaître et gagner du terrain. Nous savons qu'elle est immortelle, car elle repose sur initiative d'hommes et de femmes réunis dans une tâche collective - une tâche entreprise et menée à bien par la libre expression d'une libre majorité.

Nous le savons, parce que la démocratie, seule de toutes les formes de gouvernement, utilise la pleine force de la volonté éclairée des hommes.

Nous le savons, parce que la démocratie a construit une civilisation sans limite, susceptible de progrès indéfini dans l'amélioration des conditions de vie.

Nous le savons, car si nous regardons au fond des choses, nous voyons qu'elle continue à s'étendre sur chaque continent, car elle est là plus humaine et la plus moderne, et en réalité, la moins attaquable de toutes les formes de société humaine.

Une nation, comme une personne, a un corps, un corps qui doit être nourri, vêtu et logé, entraîné et reposé, d'une façon adaptée aux buts de notre époque.

Une nation, comme une personne, a un esprit, un esprit qui doit être informé et tenu en alerte, qui doit avoir conscience de lui-même, connaître les espoirs et les besoins de ses voisins, - tous les autres pays qui vivent dans un monde qui va se rétrécissant -.

Et une nation, comme une personne, a quelque chose de plus profond, quelque chose de plus durable, quelque chose de plus que la somme de tous ses composants, et c'est ce quelque chose qui importe le plus pour l'avenir, qui demande la protection sacrée de son présent. C'est quelque chose qu'il est difficile, presque

impossible de désigner par un seul, un simple mot; et cependant, nous comprenons tous ce qu'elle est -l'âme -la foi de l'Amérique. C'est le produit des siècles. Elle est née au milieu des foules de ceux qui - venus de bien des pays - les uns de classe élevée, mais pour la plupart des gens simples - ont cherché ici, il y a longtemps et récemment, la liberté plus librement.

L'aspiration à la démocratie n'est pas une nouveauté dans l'histoire humaine, c'est cette histoire elle même. Elle imprégnait la des populations primitives, elle flamboyait à nouveau au Moyen-Age et elle fut inscrite dans la Grande Charte.

Aux Amériques, son impulsion a été irrésistible. L'Amérique a été le Nouveau Monde dans toutes les langues, non pas parce que ce continent a été une terre nouvellement découverte, mais parce que tous ceux qui sont venus ici croyaient créer sur ce continent une vie nouvelle - une vie qui serait nouvelle par la liberté.

Sa vitalité était inscrite dans notre propre Pacte de Mayflower, dans la Déclaration d'Indépendance, dans la Constitution des Etats-Unis et dans le Discours de

Gettysburg.

Ceux qui sont venus les premiers ici pour atteindre les buts de leurs désirs et les millions qui les ont suivis, et la race qui en est issue, n'ont pas cessé d'avancer constamment et conséquemment vers un idéal qui, lui-même, a gagné du terrain, en taille et en précision, à chaque génération.